

Beobank

Assurance Auto

Pour toute demande d'assistance



MONDIAL + 32 (0)2 773 61 05
ASSISTANCE 24 h/24 et 7 j/7

Pour déclarer un sinistre



Constatel

Tél 02 405 17 45

Ref. S 34979 - (07/2017) - Dpt. Mg. GIEACM - 16 52 26

Conditions Générales - Réf. 16 52 26 - millésime 07/2017

Partners Assurances S.A. - Compagnie d'assurance dont le siège principal est établi : avenue Gustave Demey, 66 à 1160 Bruxelles - N° BCE : T.V.A. BE 0428.438.211 RPM Bruxelles - Adresse web : www.partners.be - Agréée sous le numéro de code 0964, soumis à la surveillance de la Banque Nationale de Belgique (Boulevard de Berlaumont 14 à 1000 Bruxelles, www.nbb.be) - Branches : 1a, 2, 3, 8, 9, 10a, 13, 16, 17 - Année de l'édition : 2017 - Editeur Responsable : Marc MATHIJSEN, 66 avenue Gustave Demey 1160 Bruxelles - Droit belge applicable - Toute plainte peut nous être adressée à l'adresse susmentionnée ou être transmise au service ombudsman de l'assurance, Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles - Veuillez ne pas jeter sur la voie publique

beobank

SOMMAIRE

La durée du contrat est d'un an.
A chaque échéance annuelle, le contrat est reconduit tacitement. Vous pouvez le résilier à la fin de la période en cours au moins 3 mois avant l'échéance annuelle ou au-delà de la première année d'assurance à tout moment moyennant préavis d'un mois.
La notification de la résiliation se fait soit par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Madame, Monsieur,
par l'intermédiaire de votre agence BEOBANK, vous avez choisi pour l'assurance de votre véhicule la compagnie d'assurances
PARTNERS ASSURANCES S.A.
Avenue Gustave Demey, 66
1160 Bruxelles
et nous vous en remercions.

Assureur :
Partners Assurances S.A., av. Gustave Demey 66, 1160 Bruxelles - N° BCE : BE 0428.438.211 RPM Bruxelles. Code d'agrément 0964, soumis à la surveillance de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles, www.nbb.be). Branches : 1a, 2, 3, 8, 9, 10a, 13, 16, 17.

Intermédiaires d'assurances de Partners Assurances S.A. :
- Beobank N.V./S.A., Bd. Général Jacques 263g, 1050 Bruxelles, agent d'assurances, FSMA 19688 A, TVA BE 0401.517.147 RPM Bruxelles.
- Agents ou courtiers agréés par la FSMA comme intermédiaires d'assurances.

LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE	5
A. ÉTENDUE DE LA GARANTIE	5
B. EXTENSIONS DE GARANTIES	7
C. EXCLUSIONS DE GARANTIES	7
LES GARANTIES DOMMAGES	8
A. DISPOSITIONS COMMUNES.....	8
B. LA GARANTIE VOL	9
C. LA GARANTIE INCENDIE.....	11
D. LA GARANTIE BRIS DE VITRES	11
E. LA GARANTIE FORCES DE LA NATURE	11
F. LA GARANTIE HEURTS D'ANIMAUX.....	12
G. LA GARANTIE DÉGATS MATÉRIELS	12
H. LES GARANTIES BOB.....	12
I. LA GARANTIE ÉQUIPEMENTS HORS-SÉRIE	13
J. LA GARANTIE TRANSFORMATIONS ET AMÉNAGEMENTS	14
K. LA GARANTIE CONTENU PRIVÉ	14
L. LA GARANTIE INDEMNISATION ÉTENDUE	15
M. LA GARANTIE PREMIUM	16
LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE	17
A. ÉTENDUE DE LA GARANTIE	17
B. OBJET DE LA GARANTIE.....	18
C. FRAIS PRIS EN CHARGE.....	19
D. DISPOSITIONS DIVERSES	20
E. EXCLUSIONS.....	21
LA GARANTIE PROTECTION DU CONDUCTEUR	22
A. ÉTENDUE DE LA GARANTIE	22
B. ÉTENDUE TERRITORIALE	22
C. ASSURÉS ET BÉNÉFICIAIRES	22
D. MODALITÉS D'INTERVENTION.....	23
E. LIMITES D'INTERVENTION	23
F. EXCLUSIONS.....	23
G. INTERVENTION DE TIERS PAYEURS	24
H. SUBROGATION.....	24

LES EXTENSIONS DE GARANTIES	24
A. LE VÉHICULE EN INSTANCE DE VENTE	24
B. LE VÉHICULE DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE	24
LES SINISTRES	25
A. VOS OBLIGATIONS.....	25
B. INDEMNISATION.....	25
C. RÉGLEMENT	26
D. SUBROGATION	27
E. RECOURS	27
LA VIE DU CONTRAT	29
A. FORMATION ET DURÉE DU CONTRAT	29
B. DÉCLARATIONS À LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT	29
C. DÉCLARATIONS EN COURS DE CONTRAT	29
D. PRIME.....	30
E. RÉSILIATION	33
F. PRESCRIPTION	35
G. FRAUDE.....	35
LA CONVENTION D'ASSISTANCE	35
INFORMATIONS LÉGALES	56
DÉFINITIONS	57

LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE

Le présent contrat est régi par la loi belge et notamment par les lois du 4 avril 2014 relative aux assurances et du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, les dispositions réglementaires y relatives, ainsi que les dispositions légales du contrat type, annexé à l'arrêté royal du 14 décembre 1992.

A. ÉTENDUE DE LA GARANTIE

1. VÉHICULES ET PERSONNES ASSURÉS

Véhicules assurés	Personnes assurées
<ul style="list-style-type: none"> - Le véhicule désigné aux Conditions Particulières ; tout ce qui est attelé est considéré comme en faisant partie - Toute remorque non attelée jusqu'à concurrence de 750 kg max (Masse Maximale Autorisée), appartenant à l'assuré - Le véhicule en instance de vente tel que défini dans le titre Extensions de Garantie 	<ul style="list-style-type: none"> - Le preneur d'assurance et les conducteurs nommés aux Conditions Particulières. - Le propriétaire, le détenteur, le conducteur autorisé et les passagers du véhicule assuré. - Les personnes civilement responsables de celles précitées. - La personne qui fournit le matériel nécessaire au remorquage occasionnel par le véhicule désigné.
<p>Dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires, le véhicule d'un tiers* remplaçant le véhicule désigné temporairement inutilisable.</p> <p>Cette extension est consentie pendant maximum 30 jours à dater du jour où le véhicule est devenu inutilisable.</p>	<p>En leur qualité de conducteur ayant atteint l'âge légal de conduire, de détenteur ou de passager, ou de civilement responsable de ceux-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le preneur d'assurance, - toutes les personnes vivant habituellement au sein du foyer du preneur, - le propriétaire.
<p>Dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires, le véhicule d'un tiers* conduit occasionnellement.</p> <p><u>Attention</u> : la présente extension de garantie n'est pas accordée si le véhicule désigné est un taxi, un autobus, un autocar, un camion ou si le preneur d'assurance ou le propriétaire du véhicule désigné est une entreprise exerçant ses activités dans le secteur automobile.</p>	<p>En leur qualité de conducteur ayant atteint l'âge légal de conduire, de détenteur ou de passager, ou de civilement responsable de ceux-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le preneur d'assurance, - toutes les personnes vivant habituellement au sein du foyer du preneur, - le propriétaire.
<p>* On entend ici par tiers, toute personne autre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le preneur d'assurance, - son conjoint, - ses enfants habitant sous son toit, - le propriétaire ou le détenteur du véhicule. <p>Toutefois, le garagiste à qui vous avez confié le véhicule désigné demeure un tiers.</p>	

2. ÉTENDUE TERRITORIALE

La compagnie couvre la responsabilité civile encourue par les assurés à la suite d'un sinistre causé en Belgique par le véhicule désigné. La garantie est accordée aussi pour un sinistre survenu dans tout pays de l'Union Européenne, dans les principautés d'Andorre et de Monaco, dans la Cité du Vatican, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège, à Saint-Marin, en Suisse, en Serbie, au Maroc, en Tunisie et en Turquie, ainsi que dans tout pays déterminé par le Roi en application de l'article 3, § 1er, de la loi du 21 novembre 1989.

Lorsque le sinistre est survenu hors du territoire belge, la garantie accordée par la compagnie est celle prévue par la législation sur l'assurance automobile obligatoire de l'Etat sur le territoire duquel le sinistre a eu lieu. L'application de cette loi étrangère ne peut toutefois priver l'assuré de la garantie plus étendue que la loi belge lui accorde.

Au cas où le sinistre est survenu sur le territoire d'un pays n'appartenant pas à la Communauté européenne, et pour la part de la garantie dépassant celle qu'impose la loi sur l'assurance obligatoire du pays où le sinistre a eu lieu, les exceptions, les nullités et les déchéances opposables aux assurés le sont aussi aux personnes lésées qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne lorsque ces exceptions, nullités et déchéances trouvent leur cause dans un fait antérieur au sinistre. Les mêmes exceptions, nullités et déchéances peuvent, dans les mêmes conditions, être opposées pour toute la garantie lorsque la loi du pays sur le territoire duquel le sinistre est survenu ne prévoit pas l'inopposabilité.

La garantie est accordée pour les sinistres survenus sur la voie publique ou sur les terrains publics ou privés.

3. ÉTENDUE DE LA GARANTIE DE BASE

Nous couvrons, dans les limites indiquées aux Conditions Particulières, la responsabilité civile des assurés à la suite d'un accident causé par le véhicule assuré.

Nous indemnisons conformément aux dispositions réglementaires et à l'article 29 bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et donc à l'exception des dégâts matériels, les conséquences des dommages corporels et du préjudice vestimentaire résultant pour un usager faible ou ses ayants droit d'un accident de la circulation dans lequel le véhicule assuré est impliqué. Nous avançons aussi le cautionnement exigé, en vue de la protection des personnes lésées, pour lever la saisie du véhicule assuré ou pour la mise en liberté sous caution de l'assuré.

4. VENTE, CESSION, DONATION ET REMPLACEMENT DU VÉHICULE DÉSIGNÉ

La compagnie couvre la responsabilité civile encourue par les assurés à la suite d'un sinistre causé, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration.

La garantie reste acquise, pendant 16 jours, à dater du transfert de propriété du véhicule désigné pour autant que :

- il ne s'agisse pas d'un véhicule automoteur non soumis à immatriculation,
- aucune autre assurance ne couvre le même risque,
- le véhicule désigné circule avec la plaque d'immatriculation qu'il portait avant le transfert.

À l'expiration du délai du 16 jours, la garantie prend fin.

L'achat d'un nouveau véhicule (autre qu'un véhicule automoteur non soumis à immatriculation) et les caractéristiques de celui-ci doivent être portés à notre connaissance et ce, au plus tôt. Cependant, lorsqu'un nouveau véhicule, en remplacement du véhicule désigné, est mis

en circulation, la garantie est acquise pendant 16 jours à compter de la date du transfert de propriété du véhicule désigné. A l'expiration de ce délai, si vous avez omis de nous aviser du remplacement du véhicule désigné, le contrat est suspendu.

B. EXTENSIONS DE GARANTIES

1. REMORQUAGE OCCASIONNEL

Lorsque le véhicule désigné remorque, à titre occasionnel, un véhicule automoteur quelconque pour le dépanner, la garantie est également étendue aux dommages au véhicule remorqué.

2. AIDE BÉNÉVOLE

Nous remboursons les frais réellement exposés par l'assuré pour le nettoyage et la remise en état des garnitures intérieures du véhicule désigné lorsque ces frais résultent du transport bénévole de personnes blessées à la suite d'un accident de la circulation.

3. VICE

Lorsque l'action en responsabilité est fondée sur le vice du véhicule assuré, le conducteur peut bénéficier de l'indemnisation de ses dommages matériels, même s'il n'a pas subi de lésions corporelles.

C. EXCLUSIONS DE GARANTIES

Nous ne garantissons pas la responsabilité civile de ceux qui se sont rendus maîtres du véhicule désigné par vol ou par violence ou par suite de recel.

Nous n'indemnisons pas :

- **la personne responsable du dommage sauf s'il s'agit d'une responsabilité du fait d'autrui,**
- **les dommages matériels qui ne s'accompagnent pas de lésions corporelles ou qui ne résultent pas d'un vice du véhicule assuré subis par le conducteur du véhicule assuré,**
- **l'usager faible (et ses ayants droit), âgé de plus de 14 ans qui a voulu l'accident et ses conséquences,**
- **les dommages au véhicule assuré sauf ceux occasionnés au véhicule lors du remorquage occasionnel d'un autre véhicule, et sauf les frais exposés pour le nettoyage et la remise en état des garnitures intérieures du véhicule lorsque ces frais résultent du transport bénévole de personnes blessées à la suite d'un accident de la circulation,**
- **les dommages couverts par la garantie BOB,**
- **les dommages aux biens transportés à titre professionnel et onéreux par le véhicule assuré sauf les vêtements et bagages personnels des passagers non responsables,**
- **les dommages qui, ne résultant pas de l'usage du véhicule, sont causés par le seul fait des biens transportés ou par les manipulations nécessitées pour leur transport,**
- **les dommages découlant de la participation du véhicule assuré à des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse autorisés,**
- **le dommage dont la réparation est organisée par la législation relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.**

LES GARANTIES DOMMAGES

Les garanties Dommages dont il est question ne sont accordées que si mention en est faite expressément aux Conditions Particulières.

A. DISPOSITIONS COMMUNES

1. VÉHICULES ET PERSONNES ASSURÉS

Véhicules assurés	Personnes assurées
<ul style="list-style-type: none">- Le véhicule désigné aux Conditions Particulières et toute remorque attelée à concurrence de 750 kg MMA inclus.- Le véhicule de remplacement tel que défini dans le titre Extensions de Garanties.- Le véhicule en instance de vente tel que défini dans le titre Extensions de Garanties.	<ul style="list-style-type: none">- Le preneur d'assurance et les conducteurs nommés aux Conditions Particulières.- Le propriétaire, le détenteur et le conducteur autorisé du véhicule assuré.- Les passagers autorisés et transportés à titre gratuit dans ledit véhicule.

2. ÉTENDUE TERRITORIALE

La garantie est accordée pour un sinistre survenu en Belgique et dans tout pays de l'Union Européenne, dans les principautés d'Andorre et de Monaco, dans la Cité du Vatican, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège, à Saint-Marin, en Serbie, en Suisse.

3. EXCLUSIONS

Nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

3.1 intentionnellement ou par un suicide ou une tentative de suicide de l'assuré,

3.2 par :

- la vétusté ou un vice propre du véhicule assuré,
- les matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, y compris les sources de rayonnements ionisants, sauf l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur ainsi que les matières transportées dans le véhicule et destinées à un usage domestique,
- la guerre ou par des faits de même nature.

3.3 lors :

- de grèves, émeutes ou autres actes de violence d'inspiration collective si l'assuré a participé à ces événements,
- de paris ou défis,
- d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais préparatoires ainsi que ceux survenus lors de l'utilisation du véhicule sur un circuit fermé.

3.4 lorsque le véhicule assuré :

- a subi une ou plusieurs modifications en vue d'augmenter sa puissance, sa vitesse ou sa cylindrée,
- est donné en location ou réquisitionné,
- soumis à la réglementation du contrôle technique, n'est pas ou n'est plus muni du certificat de visite valable, sauf au cours du trajet normal pour se rendre à la visite de contrôle, ou après délivrance d'un certificat portant la mention « interdit à

la circulation » sur le trajet normal entre l'organisme de contrôle et le domicile de l'assuré et/ou le réparateur ainsi que sur le trajet normal pour se présenter, après réparation, à l'organisme de contrôle.

3.5 lorsque le conducteur au moment du sinistre :

- n'a pas l'âge, n'est pas titulaire d'un permis de conduire valable ou est déchue du droit de conduire,
- se trouve en état d'ivresse, d'intoxication alcoolique ou sous l'influence de drogues ou de substances produisant un effet analogue,
- s'est rendu coupable d'un délit de fuite ou d'un refus d'obtempérer.

Ne sont pas non plus pris en charge :

3.6 les dommages indirects tels que privation de jouissance, frais de location, dépréciation du véhicule,

3.7 les dommages aux seuls roues et pneumatiques sans que le véhicule assuré ne soit lui-même endommagé au cours du même sinistre, sauf stipulation contraire figurant aux Conditions Particulières.

3.8 les dommages et vols subis

- par les marchandises, objets, effets personnels et équipements non fixes se trouvant dans ou sur le véhicule, sauf s'il est fait mention aux Conditions Particulières que vous bénéficiez de la garantie du Contenu Privé,
- par les équipements hors-série sauf s'il est fait mention aux Conditions Particulières que vous bénéficiez de la garantie Equipements Hors-Série,
- par les aménagements du véhicule sauf s'il est fait mention aux Conditions Particulières que vous bénéficiez de la garantie Transformations et Aménagements,

3.9 les dommages ou l'aggravation des dommages causés au véhicule rendu dangereux ou inapte à circuler suite à un sinistre.

B. LA GARANTIE VOL

Par vol, nous entendons le fait de soustraire frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas.

La tentative de vol est définie comme le commencement de l'exécution d'un vol, interrompu pour une cause indépendante de son auteur.

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 Les dommages matériels consécutifs à la disparition totale du véhicule assuré par :

- actes de violence à l'encontre du conducteur ou du détenteur ;
- effraction du véhicule assuré caractérisée par des traces matérielles constatées par une expertise, c'est-à-dire cumulativement : effraction de l'habitacle ou du coffre **ET** forcément du verrouillage de direction et détérioration du faisceau de démarrage ou d'un système antivol en fonctionnement ; traces matérielles de ce que les auteurs ont pu démarrer le moteur et que le véhicule a pu se déplacer de façon autonome,
- effraction du garage privatif, clos et verrouillé dans lequel le véhicule est stationné,
- effraction électronique du véhicule, constatée et attestée par expertise, ayant permis aux auteurs de démarrer le moteur et au véhicule de se déplacer de façon autonome.

1.2 Les dommages matériels au véhicule assuré directement liés à une tentative de vol du véhicule matérialisée par :

- effraction de l'habitacle, du coffre ou
- effraction du garage privatif, clos et verrouillé dans lequel le véhicule est stationné.

1.3 Le vol ou la détérioration suite à tentative de vol des éléments intérieurs lorsqu'ils sont fixés au véhicule assuré, même sans que le véhicule lui-même ne soit volé. Cette garantie intervient à condition que l'effraction de l'habitacle du véhicule soit dûment prouvée ou lorsque le vol est commis par effraction d'un garage privatif, clos et verrouillé dans lequel le véhicule est stationné.

1.4 Le vol ou la détérioration suite à tentative de vol des éléments extérieurs, lorsque le vol est commis par effraction d'un garage privatif, clos et verrouillé dans lequel le véhicule est stationné.

1.5 Le vol ou la détérioration des éléments intérieurs ou extérieurs du véhicule assuré lorsque le vol ou la tentative de vol est commis par violence à l'encontre du conducteur ou du détenteur du véhicule.

1.6 Le vol isolé des clés du véhicule désigné dès l'instant où de ce fait il est à craindre un danger imminent de vol. Nous prenons alors en charge le coût du remplacement des serrures et/ou de la nouvelle programmation des codes du système antivol.

1.7 Le vol isolé des roues et pneumatiques, commis en dehors du garage privatif, à conditions de nous fournir la facture d'achat justifiant que les roues sont munies d'écrous ou de boulons antivol.

2. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les EXCLUSIONS de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous ne prenons pas en charge :

- le vol isolé de la remorque attelée,
- les vols ou tentatives de vol commis :
 - par ou avec la complicité du bénéficiaire, d'un assuré, de son conjoint, de son compagnon/compagne cohabitant(e), de leurs descendants ou ascendants ainsi que des conjoints de ces derniers ou des personnes vivant à leur foyer,
 - par vos préposés pendant leur service,
 - alors que le véhicule se trouve inoccupé et que les précautions indispensables ont été négligées notamment : portières et/ou coffres non verrouillés, vitres, capote et/ou toit ouvrant non fermés, clés et/ou dispositif de désarmement de l'antivol restés dans, sur ou sous le véhicule, à moins que le vol ne soit commis par effraction du garage privatif clos et verrouillé dans lequel le véhicule est stationné ou par actes de violence caractérisés,
- le vol isolé des clés du véhicule, déposées ou abandonnées dans un lieu accessible au public ou encore égarées,
- les dommages résultant de vandalisme,
- les dommages résultant d'un bris de vitres,
- les dommages résultant d'un incendie,
- le vol isolé des roues commis en dehors du garage privatif, clos et verrouillé, non munies d'écrous ou de boulon antivol, sauf stipulation contraire figurant aux Conditions Particulières,
- votre préjudice :

- lorsqu'une personne s'empare de votre véhicule en abusant de votre confiance,
- résultant d'une escroquerie relative au paiement lors de la vente du véhicule.

C. LA GARANTIE INCENDIE

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 Les dommages au véhicule assuré en cas d'incendie par conflagration ou embrasement, de chute de la foudre, d'une explosion.

1.2 Les frais de recharge d'extincteurs ayant servi à combattre ou éviter l'incendie du véhicule assuré.

2. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les EXCLUSIONS de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- l'incendie isolé de la remorque attelée,
- par accident de fumeurs,
- par un excès de chaleur sans embrasement,
- par un incendie survenant à l'occasion d'un vol.

D. LA GARANTIE BRIS DE VITRES

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 Suite à un bris accidentel, le remplacement ou la réparation des vitres énumérées sur les Conditions Particulières.

2. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les EXCLUSIONS de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- aux rétroviseurs extérieurs, sauf le miroir,
- par le bris de glaces, aux autres éléments de votre véhicule,
- aux répéteurs de clignotants des rétroviseurs extérieurs,
- par les biens transportés.

E. LA GARANTIE FORCES DE LA NATURE

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

- 1.1** Les dommages occasionnés au véhicule directement et immédiatement :
- par la tempête, c'est-à-dire l'action directe du vent mesurée à une vitesse de pointe d'au moins 80 km/h par la station de l'Institut Royal Météorologique la plus proche du lieu du risque,
 - par la grêle,
 - par une avalanche, un glissement de terrain, un éboulement de rochers ou une chute de pierre,
 - par la chute de neige de toitures d'immeubles,
 - par l'inondation ou le raz de marée.

2. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les **EXCLUSIONS** de l'article 3. des **Dispositions Communes aux Garanties Dommages**, nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- par inondation résultant du bris d'une canalisation du lieu où se trouve le véhicule assuré.

F. LA GARANTIE HEURTS D'ANIMAUX

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 Les dommages occasionnés au véhicule directement et immédiatement par le contact accidentel et démontrable avec un animal dont l'assuré n'est ni le propriétaire ni le gardien. Le heurt consiste en un impact visible sur le véhicule, par exemple suite à une collision, un frottement, le grignotage.

2. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Les dommages visés dans les **EXCLUSIONS** de l'article 3. des **Dispositions Communes aux Garanties Dommages**.

G. LA GARANTIE DÉGÂTS MATÉRIELS

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 Les dommages matériels accidentels causés directement à votre véhicule dans les circonstances suivantes :

- soit un choc avec un autre véhicule ou un corps fixe ou mobile ;
- soit un versement sans collision préalable.

1.2 Les actes de malveillance et de vandalisme, définis comme le fait de causer volontairement des dommages avec l'intention de détériorer ou de détruire.

2. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les **EXCLUSIONS** de l'article 3. des **Dispositions Communes aux Garanties Dommages**, nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- par un bris de vitres,
- par ou à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol,
- consécutifs à un incendie du véhicule,
- du fait de la surcharge du véhicule,
- du fait des animaux, marchandises et objets transportés, de leur chargement ou leur déchargement.

H. LES GARANTIES BOB

Pour l'application de ces garanties nous entendons par :

- **Assuré** : le preneur d'assurance ou tout conducteur nommé aux Conditions Particulières
- **Accident** : tout choc du véhicule contre un corps fixe ou mobile, ou versement sans collision, préalable, non intentionnel. Il doit **obligatoirement** faire l'objet d'un constat dressé par les services de Police ou, si un tiers est impliqué, d'un Constat Européen d'Accident.
- **Tiers** : toute autre personne que le preneur d'assurance et les conducteurs nommés aux

Conditions Particulières, ainsi que leurs ascendants, descendants, frères et sœurs.

- **Véhicule** : voiture de tourisme et d'affaires, voiture mixte, minibus ou camionnette dont la MMA n'excède pas 3,5 tonnes.

1. LA GARANTIE BOB RC

Nous indemnisons le dommage matériel, occasionné suite à un Accident, au Véhicule du Tiers, conduit par l'Assuré, pour autant qu'il soit personnellement tenu, en tout ou en partie responsable du dommage, lorsqu'il agit en tant que BOB.

La qualité de BOB est revêtue dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- l'Assuré utilise le véhicule à la demande du Tiers et gratuitement à titre de service d'ami,
- pour le trajet visant à reconduire le Tiers vers son lieu de domicile ou résidence,
- lorsque le Tiers n'est plus en état de conduire au regard des normes légales en matière d'intoxication alcoolique ou d'utilisation d'autres substances produisant un effet analogue.

2. LA GARANTIE BOB DOMMAGES

Nous indemnisons le dommage matériel, occasionné suite à un Accident, au Véhicule désigné aux Conditions Particulières, conduit par le Tiers, pour autant qu'il soit personnellement tenu, en tout ou en partie responsable du dommage, lorsqu'il agit en tant que BOB.

La qualité de BOB est revêtue dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- le Tiers utilise le Véhicule à la demande de l'Assuré et gratuitement à titre de service d'ami,
- pour le trajet visant à reconduire l'Assuré vers son lieu de domicile ou résidence,
- lorsque l'Assuré n'est plus en état de conduire au regard des normes légales en matière d'intoxication alcoolique ou d'utilisation d'autres substances produisant un effet analogue.

Nous faisons abandon de notre droit de recours à l'égard de ce tiers conducteur, sauf dans le cas où il peut faire appel à une assurance de responsabilité pour le dommage en question.

3. EXCLUSIONS COMMUNES

Outre les **EXCLUSIONS** de l'article 3. des **Dispositions Communes aux Garanties Dommages**, nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- lorsque l'assurance responsabilité civile obligatoire du Véhicule n'est pas valable,
- lorsque le Véhicule est assuré en dégâts matériels auprès d'une compagnie d'assurance,
- par un Accident survenu en dehors de la Belgique, du Grand-duché du Luxembourg et au-delà d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge,
- par un Accident n'ayant pas fait l'objet d'un constat dressé par les services de Police ou, si un tiers est impliqué, d'un Constat Européen d'Accident.

I. LA GARANTIE ÉQUIPEMENTS HORS-SÉRIE

Il s'agit des équipements, conformes à la réglementation, ne figurant pas au catalogue véhicule neuf du constructeur.

Ils sont constitués par les éléments d'amélioration (aspect, confort ou sécurité) fixés et faisant partie intégrante du véhicule désigné, y compris les peintures et inscriptions publicitaires, les attaches-remorques et les galeries de toit.

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 La réparation financière consécutive à la détérioration, la destruction ou la disparition

des équipements hors-série, lorsque l'une des garanties Vol (dans les conditions fixées aux articles B.1.3 et B.1.4), Incendie, Forces de la Nature, Heurts d'animaux ou Dégâts Matériels est acquise et mise en jeu, en extension de celle-ci.

2. MONTANT DE LA GARANTIE :

2.1 Le règlement des dommages aux équipements hors-série est limité au plafond indiqué aux Conditions Particulières.

Sur présentation des justificatifs d'existence et de valeur, l'estimation sera basée sur :

- la valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite,
- ou, s'il est inférieur, le montant de leur réparation, vétusté déduite.

À défaut de justificatifs, aucune indemnité ne sera due.

3. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les EXCLUSIONS de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous ne prenons pas en charge :

- les dommages aux équipements non-conformes à la réglementation en vigueur,
- le vol des peintures et inscriptions publicitaires repositionnables,
- le vol et les dommages aux appareils nomades (ils peuvent être pris en charge au titre de la garantie Contenu Privé).

J. LA GARANTIE TRANSFORMATIONS ET AMÉNAGEMENTS

Il s'agit des modifications ou transformations du véhicule pour répondre à une utilisation adaptée aux besoins privés ou professionnels.

Les transformations au véhicule assuré doivent faire l'objet d'une homologation.

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 La réparation financière consécutive à la détérioration, la destruction ou la disparition des transformations, lorsque l'une des garanties Vol (dans les conditions fixées aux articles B.1.3 et B.1.4), Incendie, Forces de la Nature, Heurts d'animaux ou Dégâts Matériels est acquise et mise en jeu, en extension de celle-ci.

2. MONTANT DE LA GARANTIE :

2.1 Le règlement des dommages aux transformations et aménagements est limité au plafond indiqué aux Conditions Particulières.

Sur présentation des justificatifs d'existence et de valeur, l'estimation sera basée sur :

- la valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite ;
- ou, s'il est inférieur, le montant de leur réparation, vétusté déduite;

À défaut de justificatifs, aucune indemnité ne sera due.

3. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les EXCLUSIONS de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous ne prenons pas en charge les dommages :

- aux transformations et aménagements n'ayant pas fait l'objet d'une homologation.

K. LA GARANTIE CONTENU PRIVÉ

Il s'agit des effets personnels, objets et bagages, confiés et prêtés, à usage privé, transportés

à l'intérieur du véhicule assuré ou dans le coffre de toit fixé au véhicule assuré.

1. LES DOMMAGES PRIS EN CHARGE :

1.1 La réparation financière consécutive à la détérioration, la destruction ou la disparition du contenu privé transporté dans le véhicule assuré ou dans le coffre de toit fixé au véhicule, lorsque l'une des garanties Vol (dans les conditions fixées aux articles B.1.3 et B.1.4), Incendie, Forces de la Nature, Heurts d'animaux ou Dégâts Matériels est acquise et mise en jeu, en extension de celle-ci.

2. MONTANT DE LA GARANTIE :

2.1 Le règlement des dommages au contenu privé est limité au plafond indiqué aux Conditions Particulières.

Sur présentation des justificatifs d'existence et de valeur, l'estimation sera basée sur :

- la valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite,
- ou, s'il est inférieur, le montant de leur réparation, vétusté déduite,

À défaut de justificatifs, aucune indemnité ne sera due.

3. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les EXCLUSIONS de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- aux véhicules terrestres à moteur,
- aux animaux,
- aux espèces, billets de banque, titres et valeurs, moyens de paiement, objets de collection ou d'art, bijoux, tout objet dont la détention est illicite ainsi que tout matériel et toutes marchandises professionnels,
- au contenu des caravanes et remorques.

L. LA GARANTIE INDEMNISATION ÉTENDUE

1. CONDITIONS D'APPLICATION

La garantie intervient :

- lorsque le véhicule assuré est déclaré en perte totale par l'expert, et à condition que l'une des garanties de votre contrat soit acquise et mise en jeu suite à un sinistre Vol, Incendie, Forces de la Nature, Heurt d'Animaux ou Dégâts Matériels,
- ou
- en cas de sinistre mettant en jeu la garantie Vol, si le véhicule volé n'est pas retrouvé au terme du délai de 30 jours, courant à partir de la déclaration du vol.

2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

L'indemnisation sera déterminée à partir d'une base de calcul composée des montants suivants :

- la valeur catalogue du véhicule, ou la valeur d'assurance, déclarée aux Conditions Particulières,
- le montant des options constructeur déclaré aux Conditions Particulières,
- la taxe de mise en circulation qui était d'application au moment de la première mise en circulation du véhicule.

Le montant de l'indemnité allouée est obtenu en appliquant à cette base de calcul des

coefficients de dépréciation en fonction de l'âge du véhicule assuré, suivant le tableau ci-après :

	Mini Omnium	Mini Omnium Plus	Full Omnium
Jusqu'au 12 ^e mois	0 %	0 %	0 %
du 13 ^e au 18 ^e mois	1,25 %	0 %	0 %
du 19 ^e au 24 ^e mois	1,25 %	1,50 %	0 %
du 25 ^e au 36 ^e mois	1 %	1,50 %	2,25 %
du 37 ^e au 48 ^e mois	1 %	1 %	1 %
du 49 ^e au 60 ^e mois	0,75 %	0,75 %	0,75 %
du 61 ^e au 72 ^e mois	0,50 %	0,50 %	0,50 %

La date de départ à prendre en considération est celle du premier jour du mois de la première immatriculation du véhicule assuré. La date de fin correspond au jour du sinistre. Tout mois civil entamé est compté pour un mois entier.

A partir du 73^e mois, l'indemnité accordée correspondra à la valeur de remplacement.

De l'indemnité ainsi calculée, nous déduisons les éventuels dommages antérieurs et franchises ainsi que la valeur de l'épave si vous conservez celle-ci.

3. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les **EXCLUSIONS** de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous n'accordons pas l'Indemnisation Etendue :

- aux remorques et caravanes même attelées,
- aux véhicules de remplacement temporaire,
- aux équipements hors-série, transformations et aménagements, et contenu privé,
- aux dommages pris en charge par une Garantie BOB.

M. LA GARANTIE PREMIUM

1. CONDITIONS D'APPLICATION

Nous indemnisons les dommages du véhicule assuré consécutifs à un accident résultant d'un choc contre un corps fixe ou mobile, ou un versement sans collision préalable, lorsque l'expert a déclaré le véhicule assuré en perte totale.

2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

L'indemnisation sera déterminée à partir d'une base de calcul composée des montants suivants :

- la valeur catalogue du véhicule, ou la valeur d'assurance, déclarée aux Conditions Particulières,
- le montant des options constructeur déclaré aux Conditions Particulières,
- la taxe de mise en circulation qui était d'application au moment de la première mise en circulation du véhicule.

Le montant de l'indemnité allouée est obtenu en appliquant à cette base de calcul des coefficients de dépréciation en fonction de l'âge du véhicule assuré, suivant le tableau ci-après :

	Mini Omnium Plus
Jusqu'au 12 ^e mois	0 %
du 13 ^e au 18 ^e mois	0 %
du 19 ^e au 24 ^e mois	1,50 %
du 25 ^e au 36 ^e mois	1,50 %
du 37 ^e au 48 ^e mois	1 %
du 49 ^e au 60 ^e mois	0,75 %
du 61 ^e au 72 ^e mois	0,50 %

La date de départ à prendre en considération est celle du premier jour du mois de la première immatriculation du véhicule assuré. La date de fin correspond au jour du sinistre. Tout mois civil entamé est compté pour un mois entier.

A partir du 73^e mois, l'indemnité accordée correspondra à la valeur de remplacement.

De l'indemnité ainsi calculée, nous déduisons les éventuels dommages antérieurs et franchises ainsi que la valeur de l'épave si vous conservez celle-ci.

3. LES DOMMAGES NON PRIS EN CHARGE

Outre les **EXCLUSIONS** de l'article 3. des Dispositions Communes aux Garanties Dommages, nous n'accordons pas l'Indemnisation Etendue :

- aux remorques et caravanes même attelées,
- aux véhicules de remplacement temporaire,
- aux équipements hors-série, transformations et aménagements, et contenu privé.
- aux dommages pris en charge par une Garantie BOB.

LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE

La garantie est applicable que si mention en est faite aux Conditions Particulières.

Pour l'application de la garantie Protection Juridique nous entendons par « Tiers » toute autre personne que le preneur d'assurance, son conjoint, ses enfants habitant sous son toit, tout conducteur nommé aux Conditions Particulières, le propriétaire ou le détenteur du véhicule, les passagers transportés.

A. ÉTENDUE DE LA GARANTIE

1. VÉHICULES ET PERSONNES ASSURÉS

Véhicules assurés	Personnes assurées
<ul style="list-style-type: none"> - Le véhicule désigné aux Conditions Particulières et toute remorque attelée à concurrence de 750 kg MMA inclus. - Toute remorque non attelée jusqu'à concurrence de 750 kg MMA inclus, appartenant à l'assuré. - Le véhicule de remplacement tel que défini au Titre Extensions de Garanties. - Le véhicule en instance de vente tel que défini au Titre Extensions de Garanties. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le preneur d'assurance et les conducteurs nommés aux Conditions Particulières. - Le propriétaire, le détenteur et le conducteur autorisé du véhicule assuré. - Les passagers autorisés et transportés à titre gratuit dans ledit véhicule. - Les personnes vivant au sein du foyer d'un assuré précité, ses parents ou alliés en ligne direct, s'ils subissent un dommage à la suite du décès ou de lésions corporelles de ce dernier.

2. ÉTENDUE TERRITORIALE

La garantie est accordée pour un sinistre survenu en Belgique et dans tout pays de l'Union Européenne, dans les principautés d'Andorre et de Monaco, dans la Cité du Vatican, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège, à Saint-Marin, en Suisse, en Serbie, au Maroc, en Tunisie et en Turquie, ainsi que dans tout pays déterminé par le Roi en application de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 21 novembre 1989.

3. ÉTENDUE DE NOTRE GARANTIE DANS LE TEMPS

Nous intervenons pour les litiges consécutifs à un événement survenu pendant la durée de validité du contrat et qui nous sont déclarés au plus tard 60 jours après le terme du contrat, sauf si la personne assurée établit qu'elle nous a avertis aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire.

4. LIMITES DE GARANTIES

Les limites de notre intervention par sinistre ainsi que les franchises et seuils d'intervention sont indiqués aux Conditions Particulières.

En cas d'insuffisance du montant garanti et si plusieurs assurés revendiquent une intervention, nous donnerons priorité au preneur d'assurance.

B. OBJET DE LA GARANTIE

En cas de conflit non résolu vous opposant à un tiers, nous garantissons la mise en œuvre des moyens nécessaires à la recherche d'une solution amiable, judiciaire, extrajudiciaire ou administrative.

1. DÉFENSE PÉNALE DE L'ASSURÉ

Nous assurons la défense pénale de l'assuré lorsqu'il est poursuivi :

- pour infraction aux lois et règlements sur la police de la circulation routière suite à l'utilisation du véhicule désigné,
- pour homicide ou blessures involontaires causés à un tiers à la suite d'un accident de la circulation survenu avec le véhicule assuré.

2. AIDE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE À L'ASSURÉ

Nous réclamons, à l'amiable ou devant les tribunaux, et à nos frais, auprès des tiers responsables sur base des articles 1382 à 1386bis du Code Civil et des dispositions analogues de droit étranger, l'indemnisation des dommages corporels ou matériels subis lors d'un accident de la circulation avec le véhicule assuré, lors de la montée ou de la descente de celui-ci, lors du chargement ou du déchargement de bagages ou en effectuant en route des réparations au véhicule assuré.

Nous vous assistons également administrativement et juridiquement lors de conflits afférents à une déchéance du droit de conduire, au retrait ou limitation contestable du permis de conduire.

Nous ne couvrons pas les litiges relatifs à l'application de notre garantie Protection Juridique.

3. ASSISTANCE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE LORS DE LITIGES CONTRACTUELS

Nous garantissons le paiement des frais relatifs à l'assistance en cas de litiges survenus, dans le cadre de contrats conclus en Belgique, avec :

- le constructeur, l'importateur, l'agent de la marque ou le vendeur professionnel du véhicule désigné au sujet de la garantie de vente donnée par eux ainsi que lors d'un accident résultant d'un vice de construction,
- une entreprise professionnelle chargée de la réparation ou de l'entretien du véhicule désigné lorsque la qualité des prestations est contestable.

Et ce pour autant que :

- le véhicule soit mis en circulation depuis moins de 60 mois,
- l'assuré ait respecté toutes les obligations liées au dit contrat de garantie.

4. FRAIS DE TRANSPORT ET DÉPLACEMENT

Nous garantissons le remboursement, sur présentation des pièces justificatives et à hauteur du montant précisé aux Conditions Particulières, des frais de transport et de séjour que vous avez exposés pour vous rendre à l'étranger, dans le cadre d'un sinistre couvert, pour comparaître personnellement devant la juridiction ou pour y subir une expertise médicale amiable.

5. INSOLVABILITÉ DU TIERS RESPONSABLE

Nous prenons en charge, dans les limites prévues aux Conditions Particulières, l'indemnité vous revenant suite à un accident de la circulation survenu en Belgique, impliquant le véhicule désigné, occasionné par un tiers dont la responsabilité est établie, à condition que ce tiers soit dûment identifié et insolvable, et dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne puisse être déclaré débiteur.

Cette garantie n'est pas accordée à la suite d'actes de vandalisme ou de délits de vol, tentatives de vol, abus de confiance ou escroquerie.

C. FRAIS PRIS EN CHARGE

Nous prenons en charge les frais afférents aux prestations ci-dessus, à savoir :

Frais pris en charge	Frais non pris en charge
<ul style="list-style-type: none"> - les frais de constitution et de traitement de dossier par nos soins, - les frais de procédure judiciaire et extrajudiciaire à la charge d'un assuré, - les frais de justice de l'adversaire si l'assuré est judiciairement tenu de les rembourser, - les frais, débours et honoraires des avocats, experts et huissiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - les frais et honoraires engagés par l'assuré avant la déclaration de sinistre ou ultérieurement sans notre accord, sauf s'ils se rapportent à des mesures conservatoires et urgentes, - les amendes, décimes additionnels et transactions en matière pénale, les frais d'alcootest, de prise de sang et de test antidrogue, - les frais et honoraires liés à une procédure en cassation si l'enjeu principal est inférieur à 1 240 euros et les frais et honoraires liés à une procédure devant une juridiction internationale.

D. DISPOSITIONS DIVERSES

1. LA DIRECTION DU LITIGE

Nous, ou le cas échéant le bureau de règlement de sinistres, effectuons les démarches en vue d'obtenir un règlement à l'amiable à l'exception des procédures administratives d'appel prévues par la loi.

Nous informons l'assuré de l'opportunité d'entamer ou de prendre part à l'exercice d'une procédure judiciaire ou administrative.

2. LE LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT OU DE L'EXPERT

L'assuré a la liberté de choisir, lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure pour défendre, représenter et servir ses intérêts et, dans le cas d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un autre mode non judiciaire reconnu de règlement des conflits, une personne ayant les qualifications requises et désignée à cette fin.

Lorsque vous choisissez un avocat qui n'appartient pas à un Barreau du pays où l'affaire doit être traitée en justice, nous limitons notre intervention aux frais et honoraires habituels applicables dans le pays où l'affaire a été traitée.

Lorsque leur intervention est requise, vous pouvez choisir librement un expert technique ou médical.

Si cet expert intervient en dehors de la province où il est établi, les frais et honoraires supplémentaires qui en résultent sont à votre charge.

Lorsque vous changez d'avocat ou d'expert, nous ne prenons en charge que les frais et honoraires qui auraient résulté de l'intervention d'un seul avocat ou expert.

3. LE CONFLIT D'INTÉRÊTS

Chaque fois que surgit un conflit d'intérêts avec son assureur, l'assuré a la liberté de choisir, pour la défense de ses intérêts, un avocat ou, s'il le préfère, toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure.

4. LE DROIT DE L'ASSUREUR DE REFUSER SA GARANTIE

Sans préjudice de la possibilité d'engager une procédure judiciaire, vous pouvez consulter un avocat en cas de divergence d'opinion avec nous quant à l'attitude à adopter pour régler le sinistre et après notification par nous de notre point de vue ou de notre refus de suivre votre thèse.

Si l'avocat confirme notre position, vous serez remboursé de la moitié des frais et honoraires de la consultation.

Si, contre l'avis de cet avocat, vous engagez à vos frais une procédure et obtenez un meilleur résultat que celui que vous auriez obtenu si vous aviez accepté notre point de vue, nous serons tenus de fournir notre garantie et de rembourser les frais de la consultation qui seraient restés à votre charge.

Si vous entamez une procédure après avis négatif de l'avocat, vous nous en aviserez.

Si l'avocat consulté confirme votre thèse, nous serons tenus, quelle que soit l'issue de la procédure, de fournir notre garantie y compris les frais et honoraires de la consultation.

Dans le cas où l'état d'honoraires et frais s'avère anormalement élevé, vous vous engagez à solliciter de l'autorité ou de la juridiction compétente qu'elle statue sur celui-ci et ce à nos frais ; à défaut, nous nous réservons la faculté de limiter notre intervention.

5. LA SUBROGATION

Nous sommes subrogés dans les droits de l'assuré afin de poursuivre la récupération des sommes que nous avons prises en charge ou dont nous avons fait l'avance, ainsi que des indemnités de procédure.

E. EXCLUSIONS

Notre garantie n'est pas acquise :

- pour les sinistres :

- résultants de faits de guerre, de troubles civils ou politiques, de grèves, émeutes ou autres actes de violence d'inspiration collective auxquels l'assuré a participé,
- résultants des propriétés de l'énergie nucléaire ou des cataclysmes naturels,
- en relation avec le droit fiscal,
- en relation avec la défense civile contre des actions en dommages et intérêts en matière extracontractuelle,
- provoqués par suicide ou tentative de suicide, intentionnellement ou suite à un acte téméraire, à un pari ou à un défi,

- lorsque le conducteur du véhicule :

- n'est pas titulaire d'un permis de conduire valable ou dont le véhicule n'est pas légalement admis à la circulation ou dont le véhicule n'est pas assuré valablement en Responsabilité Civile,
- se trouve en état d'ivresse, intoxication alcoolique ou sous l'influence de drogues ou de substances produisant un effet analogue,
- est poursuivi pour délit de fuite ou refus d'obtempérer,
- participe à une course ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse (à l'exception du rallye touristique ou du divertissement) ou s'entraîne en vue d'une telle épreuve,

- pour l'assuré qui :

- est poursuivi pour des crimes ou des crimes correctionnalisés,

- lorsque le véhicule désigné,

- soumis à la réglementation belge sur le contrôle technique, pour tout sinistre

survenu, n'est pas ou n'est plus muni d'un certificat de visite valable, sauf au cours du trajet normal pour se rendre à la visite de contrôle, ou après délivrance d'un certificat portant la mention « interdit à la circulation » sur le trajet normal entre l'organisme de contrôle et son domicile et/ou le réparateur ainsi que sur le trajet normal pour se présenter, après réparation, à l'organisme de contrôle,

- est donné en location ou réquisitionné,
- pour :
 - le recours en indemnisation du préjudice lorsque celui-ci a une valeur initiale inférieure à 250 euros,
 - la défense des intérêts juridiques résultant de droits qui sont cédés à l'assuré après la survenance du sinistre ou en ce qui concerne les droits de tiers que l'assuré ferait valoir en son nom propre,
 - les conflits dont l'origine est une contravention sanctionnée par transaction proposée par le Parquet.

LA GARANTIE PROTECTION DU CONDUCTEUR

La garantie Protection du conducteur dont il est question au présent chapitre n'est accordée que si mention en est faite expressément aux Conditions Particulières.

A. ÉTENDUE DE LA GARANTIE

Cette garantie couvre les dommages corporels résultant d'un accident de la circulation pendant lequel vous-même ou toute personne autorisée a été physiquement blessé en conduisant le véhicule assuré.

Extension de garantie : conduite d'un véhicule loué ou emprunté

Nous couvrons également les dommages corporels résultant des lésions que tout conducteur désigné au contrat pourrait subir en conduisant un véhicule emprunté ou loué de la même catégorie (indiqué sur le certificat d'assurance) que celui que nous assurons.

Cependant, la garantie ne s'applique pas si le véhicule emprunté ou loué :

- est votre propriété, ou celle de votre conjoint (ou compagnon/compagne cohabitant(e)), d'un conducteur désigné au contrat, ou de l'employeur du conducteur au moment de l'accident,
- est assuré par un contrat comportant lui-même une garantie visant à couvrir les dommages corporels du conducteur.

B. ÉTENDUE TERRITORIALE

La garantie est accordée pour un sinistre survenu en Belgique et dans tout pays de l'Union Européenne, dans les principautés d'Andorre et de Monaco, dans la Cité du Vatican, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège, à Saint-Marin, en Suisse.

C. ASSURES ET BÉNÉFICIAIRES

Assurés

- tout conducteur autorisé lorsqu'il conduit le véhicule désigné, le véhicule en instance de vente ou le véhicule de remplacement définis au Titre Extensions de Garanties.

Bénéficiaires

- en cas de lésion corporelle : l'assuré, à l'exclusion de tout tiers payant;
- en cas de décès : les ayants droit de l'assuré, ayant subi un préjudice à la suite de son décès, à l'exclusion de tout tiers payant.

D. MODALITÉS D'INTERVENTION

Nous intervenons pour les préjudices imputables aux blessures du conducteur bénéficiant de la garantie et pour les préjudices de ses ayants-droits en cas de décès, selon les modalités suivantes :

- en cas de blessures, nous intervenons pour les préjudices économiques corporels (tels que pertes de salaire, frais médicaux,...) et les préjudices personnels (tel que le dommage moral, le préjudice esthétique,...) directement subi par le conducteur assuré,
- en cas de décès, nous intervenons pour les préjudices moraux et économiques des ayants droits, ainsi que pour les frais funéraires.

Le préjudice est déterminé selon le Guide du Barème Européen d'Évaluation des Atteintes à l'Intégrité Physique et Psychique.

E. LIMITES D'INTERVENTION

- L'indemnisation du conducteur blessé ou de ses ayants droit en cas de décès s'effectue jusqu'à concurrence du montant du plafond de garantie indiqué aux conditions particulières de votre contrat qui constitue la limite maximale de notre intervention par sinistre.
- L'incapacité permanente égale ou inférieure à 10 % ne donne droit à aucune indemnisation, ni à l'avance sur recours. Les préjudices autres que l'incapacité permanente sont cependant pris en compte.
- Le montant de l'indemnité versée à titre d'indemnisation ou d'avance sur recours est réduit de 25 % :
 - en cas d'inexistence ou de non-port de la ceinture de sécurité,
 - en cas de non-utilisation d'un casque, celui-ci devant être homologué et attaché, lorsque celui-ci est exigé par la réglementation en vigueur,
 - sauf si la preuve est rapportée que les lésions subies sont sans relation avec cette inexistence ou ce non-port.

F. EXCLUSIONS

Nous ne prenons pas en charge les dommages causés :

- intentionnellement ou par un suicide ou une tentative de suicide de l'assuré,
- par :
 - la vétusté ou un vice propre du véhicule assuré,
 - les matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, y compris les sources de rayonnements ionisants, sauf l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur ainsi que les matières transportées dans le véhicule et destinées à un usage domestique,
 - la guerre ou par des faits de même nature.
- lors :
 - de grèves, émeutes ou autres actes de violence d'inspiration collective si l'assuré a participé à ces événements,
 - de paris ou défis,
 - d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais préparatoires ainsi que ceux survenus lors de l'utilisation du véhicule sur un circuit fermé.
- lorsque le véhicule assuré :
 - a subi une ou plusieurs modifications en vue d'augmenter sa puissance, sa vitesse ou sa cylindrée,
 - est donné en location ou réquisitionné,

- soumis à la réglementation du contrôle technique, n'est pas ou n'est plus muni du certificat de visite valable, sauf au cours du trajet normal pour se rendre à la visite de contrôle, ou après délivrance d'un certificat portant la mention «interdit à la circulation» sur le trajet normal entre l'organisme de contrôle et le domicile de l'assuré et/ou le réparateur ainsi que sur le trajet normal pour se présenter, après réparation, à l'organisme de contrôle,
- lorsque le conducteur au moment du sinistre :
 - n'a pas l'âge, n'est pas titulaire d'un permis de conduire valable ou est déchu du droit de conduire,
 - se trouve en état d'ivresse, d'intoxication alcoolique ou sous l'influence de drogues ou de substances produisant un effet analogue,
 - s'est rendu coupable d'un délit de fuite ou d'un refus d'obtempérer.

G. INTERVENTION DE TIERS PAYEURS

Les interventions de tiers-payeurs sont déduites de notre indemnisation. Par tiers-payeurs, il y a en particulier lieu d'entendre : les organismes sociaux, de prévoyance, de retraite et les employeurs.

H. SUBROGATION

Nous sommes subrogés de plein droit dans les droits et actions de l'assuré ou de ses ayants droits à concurrence des sommes versées et proportionnellement à la responsabilité du tiers.

LES EXTENSIONS DE GARANTIES

A. LE VÉHICULE EN INSTANCE DE VENTE

A compter de la date d'effet de l'avenant pour changement de véhicule, celui précédemment assuré, pas encore vendu ou cédé, conserve la qualité de véhicule assuré pour les seuls déplacements privés et les essais en vue de la vente jusqu'à son aliénation, pendant 60 jours. Les garanties précédemment souscrites restent acquises.

B. LE VÉHICULE DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE

Nous couvrons également le véhicule de remplacement temporaire, c'est-à-dire le véhicule du même genre appartenant à un tiers et affecté au même usage que le véhicule désigné, si ce véhicule remplace pendant une période ne dépassant pas un mois, de date à date, le véhicule désigné qui serait immobilisé suite à accident, panne, révision ou opération d'entretien.

Pour bénéficier de cette extension, vous devez nous communiquer au préalable les caractéristiques du véhicule prêté et les dates de début et fin de prêt. Sous cette réserve, les garanties souscrites sont maintenues pendant la période fixée, à l'exclusion des garanties Indemnisation étendue et garantie Premium.

Le véhicule immobilisé continue à bénéficier de l'ensemble de ses garanties à condition qu'il ne soit pas en circulation et qu'il n'ait pas été confié à un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile en raison de sa fonction.

LES SINISTRES

A. VOS OBLIGATIONS

1. Dès survenance du sinistre, vous efforcez d'en limiter au maximum les conséquences et d'agir en «bon père de famille», c'est-à-dire prendre toutes dispositions en vue d'arrêter ou de limiter le sinistre.
2. Nous aviser immédiatement, en cas de vol total, de la découverte du véhicule et ce à quelque époque que ce soit.

3. LA DÉCLARATION DE SINISTRE

Vous êtes tenu de nous déclarer tout sinistre dès que vous en avez connaissance et, au plus tard, dans les 8 jours de sa survenance.

En cas de vol ou de tentative de vol, vous devez déposer plainte auprès des autorités judiciaires ou de police dans les 24 heures suivant la survenance du sinistre ou la constatation de celui-ci.

Il vous appartient, dans tous les cas, de fournir tous les renseignements et documents que nous jugerions utiles à la bonne gestion de votre dossier.

Nous vous demandons de nous transmettre, sans délai, pour tout sinistre pouvant entraîner notre garantie :

- une déclaration écrite comportant la date, le lieu et les circonstances du sinistre, ses causes et conséquences et, en cas de vol ou de tentative de vol, le récépissé de dépôt de plainte établi par les verbalisants. Nous vous conseillons d'utiliser, de préférence, le formulaire de Constat Européen d'Accident Amiable,
- toutes pièces nécessaires à l'expertise,
- tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui vous sont adressés, remis ou signifiés de même qu'à vos préposés, concernant tout sinistre garanti.

4. LE NON-RESPECT DE CES OBLIGATIONS

En cas de non-respect des obligations énoncées ci-dessus et s'il en résulte un préjudice pour nous, nous avons le droit de prétendre à une réduction de notre prestation, à concurrence du préjudice que nous avons subi.

Nous pouvons décliner notre garantie si, dans une intention frauduleuse, vous n'avez pas exécuté vos obligations.

B. INDEMNISATION

1. EXPERTISE

Dès qu'un sinistre survient, pour autant que la garantie vous soit acquise, les dommages doivent être évalués. Cette mesure est indispensable mais ne signifie pas pour autant que nous prendrons automatiquement le sinistre en charge.

1.1 Dommages matériels

Les dommages au véhicule sont fixés de gré à gré ou par voie d'expertise. L'expertise est obligatoire dès que le montant des dommages excède 1 % de la valeur du véhicule.

Nous retenons un pourcentage de vétusté sur les pièces soumises à usure telles que batterie, pneumatiques, autoradio, etc.

1.2 Dommages corporels

En cas d'incapacité permanente, les dommages corporels du conducteur sont fixés par une expertise pratiquée par notre médecin-expert.

Le taux d'invalidité pris en compte lorsqu'un accident affecte un organe, un membre ou une fonction déjà diminué sera déterminé par différence entre le taux d'invalidité fixé avant et après l'accident.

1.3 Désaccords et litiges

Une tierce expertise contradictoire est toujours obligatoire avant tout recours judiciaire.

En cas de désaccord sur l'évaluation du dommage, celui-ci est établi contradictoirement par deux experts mandatés, l'un par vous, l'autre par nous.

Faute de s'entendre, ces experts choisissent un troisième expert et forment alors un collège statuant à la majorité des voix.

Si l'une des parties ne nomme pas son expert ou si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième, la désignation est faite à la requête de la partie la plus diligente par le Président du Tribunal de Première Instance de l'arrondissement du domicile du preneur d'assurance.

Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert, ceux du troisième sont partagés par moitié.

2. ESTIMATION ET INDEMNISATION DES BIENS

Sauf dispositions contraires mentionnées aux Conditions Particulières, nous couvrons les dommages au véhicule dans la limite de la valeur de remplacement ou dans les conditions des garanties Indemnisation Etendue ou Premium lorsque celles-ci sont acquises et mises en jeu.

En outre, s'il est fait mention aux Conditions Particulières d'une valeur d'assurance pour votre véhicule, celle-ci constituera également notre limite d'indemnisation.

Chaque Garantie Dommages peut être assortie d'une franchise qui figure aux Conditions Particulières.

C. RÈGLEMENT

1. BÉNÉFICIAIRE DU RÈGLEMENT

Dans le cadre des garanties Dommages : le propriétaire du véhicule assuré.

Dans le cadre de la garantie Protection du Conducteur : le conducteur autorisé du véhicule assuré.

En cas de décès, l'indemnité est payée aux ayants droit de l'assuré, soit : le conjoint, le partenaire cohabitant légal (ou le partenaire cohabitant qui établit la preuve d'une relation stable et durable avec le/la défunt(e)), les enfants, les parents, les petits-enfants, les grands-parents et enfin les frère(s) et sœurs(s).

2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Notre règlement intervient dans un délai de 15 jours à partir du moment où nous avons trouvé un accord sur le montant ou de la décision exécutoire du tribunal et sous réserve que nous soyons en possession des justificatifs, tels que le rapport d'expertise.

Dans le cadre de la garantie Dommages, nous vous remboursons les taxes non récupérables.

3. CAS PARTICULIERS

3.1 Véhicule volé et non retrouvé

Nous garantissons l'offre de règlement après un délai de 30 jours à compter de la déclaration du vol, à la condition que toutes les pièces justificatives soient en notre possession.

3.2 Véhicule volé et retrouvé après notre offre de règlement

Nous sommes propriétaires du véhicule retrouvé. Hormis les cas de vol avec violence, s'il n'est pas constaté de traces matérielles d'effraction énoncées à l'article B.1.1 des Garanties Dommages, la garantie vol ne vous est pas acquise. Vous êtes tenu de nous reverser les indemnités que nous vous avons versées. En contrepartie, vous reprenez possession du véhicule.

D. SUBROGATION

Nous sommes subrogés dans les droits de l'assuré afin de poursuivre la récupération des sommes que nous avons prises en charge ou dont nous avons fait l'avance.

Si, par le fait de l'assuré ou du bénéficiaire, la subrogation ne peut plus produire ses effets en notre faveur, nous pouvons leur réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure du préjudice subi.

E. RECOURS

Nous avons le droit d'exiger le remboursement total ou partiel des indemnités que nous avons payé au titre de la garantie Responsabilité Civile.

Contre qui ?	Dans quel cas ?	Pour quel montant ?
Le preneur d'assurance	En cas de suspension de la garantie du contrat résultant du non-paiement de la prime.	Recours limité.
	En cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelles dans la déclaration du risque tant à la conclusion du contrat qu'en cours de contrat.	Recours intégral en cas d'omission ou inexactitude intentionnelle. 250 euros en cas d'omission ou inexactitude non intentionnelle.
L'assuré, auteur du sinistre	Sinistre causé intentionnellement.	Recours intégral ⁽¹⁾
	Sinistre causé en raison de l'état d'ivresse ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que de boissons alcoolisées.	Recours limité ⁽¹⁾
L'auteur du délit ou son complice	Usage d'un véhicule ayant fait l'objet d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou d'un détournement.	Recours limité ⁽¹⁾ .

Contre qui ?	Dans quel cas ?	Pour quel montant ?
Le preneur d'assurance et l'assuré autre que le preneur d'assurance	Sinistre survenu pendant la participation à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse non autorisé.	Recours limité ⁽¹⁾ .
	Sinistre survenu alors que le véhicule est conduit par une personne ne satisfaisant pas aux conditions prescrites par la loi et les règlements belges pour pouvoir conduire ce véhicule ⁽²⁾ .	Recours limité ⁽¹⁾ .
	Sinistre résultant de la non-conformité du véhicule à la réglementation belge sur le contrôle technique, en l'absence de certificat de visite valable ⁽³⁾ .	Recours limité ⁽¹⁾ .
	Sinistre survenu alors que le nombre de personnes transportées dépasse celui autorisé ⁽⁴⁾ .	Le montant du recours est proportionnel au nombre des personnes transportées en surnombre, rapporté au nombre total des personnes effectivement transportées
	Sinistre survenu lorsque le transport de personnes contrevient à des dispositions réglementaires ou contractuelles ⁽⁴⁾ .	Recours limité ⁽¹⁾ .
L'assuré auteur du sinistre ou le civilement responsable	Sinistre causé par le véhicule désigné alors que celui-ci a été vendu à un tiers et qu'il est conduit par ce tiers.	Recours limité ⁽¹⁾ .
L'assuré auteur d'une omission	Omission d'accomplir un acte dans un délai déterminé par le contrat sauf si l'assuré prouve qu'il a accompli l'acte aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire ⁽⁵⁾ .	Recours limité ⁽¹⁾ .

(1) Le recours s'exerce intégralement si les sommes précitées n'excèdent pas globalement 10 412 euros. Il ne s'exerce cependant qu'à concurrence de la moitié des dites sommes lorsqu'elles excèdent 10 412 euros avec un minimum de 10 412 euros et un maximum de 30 987 euros.

(2) Le droit de recours ne s'applique cependant pas si cette situation résulte uniquement du non-respect d'une formalité purement administrative ou si la personne qui conduit le véhicule à l'étranger a respecté les conditions prescrites par la loi et les règlements locaux pour conduire le véhicule et n'est pas sous le coup d'une déchéance en cours en Belgique, auquel cas le droit de recours est maintenu.

(3) Le droit de recours ne s'exerce cependant pas si l'assuré démontre l'absence de relation causale entre l'état du véhicule et le sinistre.

(4) Toutefois, le recours ne peut être dirigé contre un assuré qui établit que les manquements ou faits générateurs du recours sont imputables à un autre assuré que lui-même et se sont produits à l'encontre de ses instructions ou à son insu.

(5) Le recours n'existe que si et dans la mesure où nous avons subi un dommage du fait de cette omission.

LA VIE DU CONTRAT

A. FORMATION ET DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu de commun accord entre vous et nous, il comprend les Conditions Générales et les Conditions Particulières, ci-annexées, qui prévalent.

Il prend cours à la date indiquée aux Conditions Particulières pour autant que la première prime ait été payée.

La durée du contrat est d'un an. A la fin de la période d'assurance, il se renouvelle tacitement d'année en année, à moins qu'il n'ait été résilié de part ou d'autre par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre contre récépissé.

B. DÉCLARATIONS À LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT

Les déclarations du preneur d'assurance servent de base au contrat.

Le preneur d'assurance est donc tenu de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui et qui pourraient constituer pour nous des éléments d'appréciation du risque.

Toute omission ou fausse déclaration intentionnelles par le preneur d'assurance permet de lui invoquer la nullité légale de l'assurance, de conserver les primes et de refuser nos prestations.

C. DÉCLARATIONS EN COURS DE CONTRAT

LE PRENEUR D'ASSURANCE EST TENU DE NOUS DÉCLARER LES CIRCONSTANCES NOUVELLES OU LES MODIFICATIONS DE CIRCONSTANCES QUI SONT DE NATURE À ENTRAÎNER UNE AGGRAVATION SENSIBLE ET DURABLE DU RISQUE DE SURVENANCE DE L'ÉVÉNEMENT ASSURÉ.

Modifications à nous renseigner impérativement :

- l'usage du véhicule ;
- les caractéristiques du véhicule ;
- le preneur d'assurance ;
- le(s) conducteur(s) habituel(s) ;
- toutes circonstances nouvelles rendant inexacts ou caduques les réponses que vous avez apportées lors de la souscription du contrat et qui sont reproduites aux Conditions Particulières.

Si le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, nous n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, nous devons, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si le preneur d'assurance refuse cette proposition de modification du contrat ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, nous pouvons résilier le contrat dans les 15 jours suivant l'expiration du délai précité.

Si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, nous pouvons résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'aggravation.

Si le risque de survenance de l'évènement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, nous aurions consenti l'assurance à d'autres conditions, nous accordons une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où nous avons eu connaissance de la diminution du risque. Si nous ne parvenons pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de votre demande de diminution, le preneur d'assurance peut résilier le contrat.

D. PRIME

Les dispositions suivantes sont applicables pour les voitures particulière, commerciale ou utilitaire dont la MMA ne dépasse pas 3,5 tonnes.

1. MONTANT DE LA PRIME

1.1 La prime relative à la Responsabilité Civile

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la prime relative à la garantie Responsabilité Civile est déterminée en multipliant la prime de référence par un coefficient correspondant à un degré bonus-malus évoluant sur une échelle de 22 à -3 selon le tableau suivant :

Degré	Niveau de prime exprimée en %
- 3	50
- 2	50
- 1	50
0	50
1	51
2	54
3	57
4	60
5	64
6	68
7	72
8	76
9	80

Degré	Niveau de prime exprimée en %
10	85
11	90
12	95
13	100
14	105
15	110
16	115
17	121
18	127
19	133
20	140
21	147
22	154

1.1.1 La prime de référence est fixée en fonction des éléments suivants :

- le véhicule (la puissance et les autres caractéristiques), ses dates de mise en circulation et d'acquisition, ainsi que son lieu de stationnement habituel,
- l'âge de l'ensemble des conducteurs nommés au contrat et l'ancienneté de leur permis de conduire,
- l'usage du véhicule désigné et le nombre de kilomètres parcourus à l'année,
- le nombre de sinistres antérieurs et les éventuelles circonstances aggravantes (retrait de permis, déchéance du droit de conduire, alcoolémie, usage de drogues, délit de fuite) dans les cinq dernières années.

Sans préjudice des dispositions du contrat relatives aux modifications du risque, la prime de référence est adaptée :

- à l'échéance annuelle du contrat qui suit toute modification d'un ou des critères précités,
- immédiatement, lors d'un changement de véhicule, de preneur d'assurance et/ou des conducteurs nommés dans le contrat ainsi que lors du changement d'usage du véhicule désigné.

1.1.2 Le degré bonus-malus : personnalisation de la prime a posteriori

Mécanisme d'entrée

Le degré bonus-malus d'origine est systématiquement au degré 11.

Néanmoins, si vous pouvez justifier de 12 mois consécutifs d'assurance automobile dans les 60 derniers mois, ce degré de base sera minoré d'un degré par année d'ancienneté du permis. Au degré bonus-malus ainsi déterminé, nous appliquons 5 degrés de majoration par sinistre en tort déclaré dans les cinq dernières années.

Mécanisme de variation

A chaque renouvellement, nous appliquons une réduction inconditionnelle de 1 degré par année d'assurance.

En cas de sinistre en tort déclaré dans la période de référence, nous appliquons en complément de la réduction de 1 degré une majoration de 5 degrés par sinistre en tort, qu'il soit total ou partagé.

La période de référence prise en compte est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Par dérogation à la disposition précédente, la première période de référence peut être comprise entre neuf et douze mois.

1.1.3 Joker

L'acquisition du degré bonus-malus -3 donne droit à un « joker ».

Dès ce moment, le premier sinistre en tort ne provoquera pas de majoration de degré. Vous demeurerez donc au degré bonus-malus -3.

Le joker vous est acquis à titre personnel en considération de votre qualité de preneur d'assurance et n'est valable que dans le cadre de ce contrat.

Le joker est automatiquement appliqué au premier sinistre en tort dès son acquisition : il ne peut en aucun cas être affecté à un autre sinistre.

Lorsque vous aurez épuisé votre joker, vous en recevrez un nouveau après une nouvelle période de 3 années consécutives au degré -3, à compter de la première échéance annuelle postérieure au dernier sinistre en tort occasionné.

1.1.4 Rectification du degré bonus-malus

Lorsque le degré a été fixé ou modifié erronément, il sera rectifié avec un effet rétroactif de trois ans maximum.

La différence de prime qui en résultera sera remboursée ou réclamée au preneur d'assurance. Dans le cas où la correction s'effectue plus d'un an après l'attribution du degré erroné, le montant remboursé sera majoré de l'intérêt légal.

1.1.5 Suspension et résiliation du contrat

Si le contrat est suspendu, le positionnement dans le système de personnalisation de la prime a posteriori décrit ci-dessus, reste acquis. Néanmoins si la durée de la suspension est supérieure à 90 jours aucune réduction du degré ne sera appliquée au renouvellement. Lorsque votre contrat a fait l'objet d'une résiliation et qu'il n'est pas remis en vigueur endéans un délai maximum de 9 mois et demi, vous perdez le bénéfice du degré bonus-malus et/ou du joker.

1.2. La prime relative aux garanties Dommages

La prime est fixée en fonction des éléments suivants :

- le véhicule (la puissance et les autres caractéristiques), ses dates de mise en circulation et d'acquisition, ainsi que son lieu de stationnement habituel,
- l'âge de l'ensemble des conducteurs nommés au contrat et l'ancienneté de leur permis de conduire,
- le degré bonus-malus applicable à la garantie Responsabilité Civile,
- l'usage du véhicule désigné et le nombre de kilomètres parcourus à l'année,
- le nombre de sinistres antérieurs et les éventuelles circonstances aggravantes (retrait de permis, déchéance du droit de conduire, alcoolémie, usage de drogues, délit de fuite) dans les cinq dernières années.

Sans préjudice des dispositions du contrat relatives aux modifications du risque, la prime est adaptée :

- à l'échéance annuelle du contrat qui suit toute modification d'un ou des critères précités,
- immédiatement, lors d'un changement de véhicule, de preneur d'assurance et/ou des conducteurs nommés dans le contrat ainsi que lors du changement d'usage du véhicule désigné.

2. MODIFICATIONS DES CONDITIONS D'ASSURANCE OU TARIFAIRES

Lorsque nous modifions les conditions d'assurance et notre tarif ou simplement notre tarif, nous adaptons le présent contrat à l'échéance annuelle suivante.

Nous vous notifions cette adaptation préalablement à cette date d'échéance. Toutefois, vous pouvez résilier le contrat dans les délais indiqués au point E. Résiliation.

3. PAIEMENT DE LA PRIME

3.1 Modalités de paiement

La prime, majorée des taxes et contributions, est payable par anticipation aux échéances sur notre demande ou celle de toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières.

Le paiement par domiciliation bancaire est privilégié.

3.2 Les conséquences du non-paiement de la prime

En cas de présentation infructueuse de la demande de paiement par domiciliation, nous nous réservons le droit d'adapter le contrat d'assurance (encaissement normal et, le cas échéant, modification du fractionnement mensuel en annuel).

En cas de défaut de paiement de la prime à l'échéance, nous pouvons suspendre la garantie du contrat ou résilier le contrat à condition que vous ayez été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste.

La suspension de garantie ou la résiliation ont effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste. Si la garantie a été suspendue, le paiement par vous des primes échues met fin à cette suspension.

Lorsque nous avons suspendu notre obligation de garantie, nous pouvons encore résilier le contrat si nous nous sommes réservé la faculté dans la mise en demeure visée ci-dessus.

Dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension. Si nous ne nous sommes pas réservé cette faculté, la résiliation intervient après une nouvelle mise en demeure conformément aux dispositions visées ci-dessus.

La suspension de la garantie ne porte pas atteinte à notre droit de réclamer les primes venant ultérieurement à échéance à condition que vous ayez été mis en demeure conformément à aux dispositions visées ci-dessus. Notre droit est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

3.3 Fractionnement de la prime

Le fractionnement de la prime est une facilité de paiement que nous vous octroyons. Il relève d'un accord intervenu entre vous et nous et ne remet pas en cause le caractère annuel de la prime.

Le non-paiement d'une fraction de la prime entraîne l'exigibilité immédiate de l'intégralité de la prime et l'application des dispositions prévues ci-dessus.

3.4 Frais administratifs

Lors de toute mise en demeure, nous nous réservons le droit de réclamer un montant forfaitaire couvrant les frais administratifs équivalent à la somme de 7 €.

De même, si nous sommes contraints de confier à un tiers la récupération de votre créance, une indemnité complémentaire de 10 % du montant dû vous sera réclamée.

E. RÉSILIATION

1. MODALITÉS DE RÉSILIATION

Quand ?	A quelles conditions ?	Par qui ?
A l'échéance du contrat.	À notifier au plus tard 3 mois avant l'échéance.	Vous ou Nous.
A tout moment au-delà de la première année d'assurance.	Au plus tard 1 mois avant.	Vous.
A la suite d'un sinistre.	Au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité.	Vous ou Nous.
En cas de modification des conditions d'assurance ou du tarif, sauf si la modification résulte d'une adaptation générale imposée par les autorités compétentes.	- Dans les 30 jours de l'envoi de notre avis de modification. - Dans les 3 mois de la notification de changement de tarif si vous en êtes informé. - Au plus tard 3 mois avant l'échéance annuelle si vous en êtes informé au moins 4 mois avant cette échéance.	Vous.
En cas de diminution sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré.	Si nous ne tombons pas d'accord sur le montant de la prime nouvelle dans le délai de un mois à compter de votre demande.	Vous.
Lorsque le délai entre la date de souscription et la date de prise d'effet du contrat est supérieur à un an.	Au plus tard 3 mois avant la date de prise d'effet.	Vous.
Lorsque nous résilions ou que vous résiliez une des garanties du contrat.	Résiliation du contrat dans son ensemble.	Vous ou Nous.

Quand ?	A quelles conditions ?	Par qui ?
En cas d'aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'évènement assuré.	- Dans le délai de 1 mois à compter du jour où nous avons connaissance de l'aggravation si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé. - Dans les 15 jours si vous n'êtes pas d'accord sur notre proposition de modification ou si vous ne réagissez pas dans le mois à cette proposition.	Nous.
En cas de non-paiement de la prime.	Aux conditions légales figurant dans la lettre de mise en demeure que nous vous adressons.	Nous.
En cas d'omission ou d'inexactitudes non intentionnelles dans la description du risque en cours du contrat.	- Dans le délai de 1 mois à compter du jour où nous avons connaissance de l'omission ou de l'inexactitude et si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque. - Dans les 15 jours si vous n'êtes pas d'accord sur notre proposition de modification ou si vous ne réagissez pas dans le mois à cette proposition.	Nous.
Lorsque le véhicule n'est pas muni d'un certificat de visite valable du contrôle technique ou lorsqu'il n'est pas conforme aux Règlements généraux techniques des véhicules automoteurs.		Nous.
En cas de publication de nouvelles dispositions légales ayant une incidence sur la responsabilité civile des assurés ou sur l'assurance de cette responsabilité.	Dans les six mois de leur entrée en vigueur.	Nous.
En cas de faillite, concordat ou retrait d'agrément de la compagnie.		Vous.
En cas de faillite ou déconfiture du preneur d'assurance.	- Au plus tôt 3 mois après la déclaration. - Dans les 3 mois qui suivent la déclaration.	Nous. Le curateur.
En cas de décès du preneur d'assurance.	- Dans les 3 mois à compter du jour où nous en avons eu connaissance. - Dans les 3 mois et quarante jours du décès.	Nous. Les héritiers.
En cas de réquisition en propriété ou en location du véhicule désigné.	Dès la prise en charge du véhicule par les autorités requérantes.	Vous ou Nous.
En cas de disparition du risque, c'est-à-dire le vol ou la destruction totale du véhicule.	Vous devez nous en avertir sans délai. La prime reste acquise ou due jusqu'au moment où cet avis est effectivement donné.	Vous.

2. FORMES DE RÉSILIATION

Lorsqu'elle n'est pas de plein droit, la résiliation se fait par exploit d'huissier, par lettre recommandée à la poste, ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

La résiliation prend effet à l'expiration du délai donné dans l'acte de résiliation. Ce délai prend cours à compter du lendemain de la signification ou de la date du récépissé ou, dans le cas d'une lettre recommandée, à compter du lendemain de son dépôt à la poste.

3. SORT DE LA PRIME

Dans tous les cas de résiliation en dehors de l'échéance annuelle, la portion de prime entre la date d'effet de la résiliation et l'échéance suivante vous est restituée, à condition que les modalités de résiliation aient été respectées et sous réserve que vous nous retourniez le certificat d'assurance.

Si la portion de prime précédant la résiliation n'a pas été payée, elle nous reste due.

4. ATTESTATION DE SINISTRALITÉ

Dans les 15 jours de la résiliation du contrat ou sur simple demande, nous vous délivrons une attestation de sinistralité établie conformément à l'arrêté royal du 16 janvier 2002.

F. PRESCRIPTION

Le délai de prescription de toute action dérivant du contrat est de trois ans à partir du jour de l'évènement qui donne ouverture à l'action.

G. FRAUDE

Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou le contrat d'assurance et peut, le cas échéant, faire l'objet de poursuites pénales.

LA CONVENTION D'ASSISTANCE

ÉTENDUE DE LA CONVENTION

Les Conditions Générales de l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (ainsi que celles relatives à la vie du contrat) sont applicables à la convention qui suit dans la mesure où les dispositions ci-après n'y dérogent pas.

A. ÉVÈNEMENTS GARANTIS

Les conditions de délivrance des garanties de la présente convention, ci-après la « Convention » varient selon les prestations.

Assistance aux personnes

Les prestations décrites à l'article «L'ASSISTANCE AUX PERSONNES (AVEC OU SANS VÉHICULE)» sont délivrées en cas de survenance lors d'un déplacement avec ou sans le Véhicule, d'un des événements suivants :

- Accident corporel ;
- Maladie ;
- Décès ;
- Perte ou vol des bagages ou documents.

Assistance aux Véhicules et aux Passagers

Les prestations décrites à l'article « L'ASSISTANCE AU VÉHICULE ET À SES PASSAGERS » sont délivrées en cas de vol ou d'immobilisation du Véhicule. L'immobilisation doit être consécutive à la survenance d'un des événements suivants :

- Accident de la circulation ;
- Agression à bord ou en dehors du Véhicule ;
- Crevaision ;
- Panne de carburant ;
- Incendie ;
- Mise à la fourrière ;
- Panne ;
- Perte, vol ou enfermement dans le Véhicule, des clés ou des cartes de démarrage ;
- Tentative de vol ou Vandalisme ;
- Vol.

Home Assistance

Les prestations décrites à l'article « HOME ASSISTANCE » sont délivrées en cas de survenance d'un des événements suivants :

- Besoin d'informations relatives à un service médical ;
- Hospitalisation urgente suite à un Accident au Domicile ;
- Dommages matériels au Domicile ;
- Perte ou vol des clés du Domicile.

B. VALIDITÉ DE LA CONVENTION

1. VALIDITÉ TERRITORIALE

Les assistances sont accordées :

- **pour l'Assistance aux Personnes et l'Home Assistance** : dans le monde entier ;
- **pour l'Assistance aux Véhicules** et aux passagers : dans tout pays de l'Union Européenne, dans les principautés d'Andorre et de Monaco, dans la Cité du Vatican, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège, à Saint-Marin, en Suisse, en Serbie et en Turquie (partie européenne).

2. DURÉE DE VALIDITÉ

Les prestations d'assistance sont valables pendant une année, à partir de la date d'effet du contrat d'assurance Automobile, dont elles suivent le sort dans tous ses effets (suspension, résiliation...), et pendant la durée de l'accord liant notre compagnie et l'Assisteur pour la délivrance de ces prestations ; Etant entendu que pour les contrats d'assurance automobile en cours, les prestations d'assistance sont acquises jusqu'à leur date d'échéance principale. La durée de couverture à l'Étranger est de 90 jours consécutifs maximum.

C. DÉFINITIONS CONTRACTUELLES

Dans la convention, les termes et expressions qui commencent par une lettre majuscule auront la signification suivante :

ABANDON. Cession, gratuite ou non du Véhicule à l'état d'Épave aux autorités administratives de l'état où stationne le Véhicule.

ACCIDENT.

Pour l'assistance des personnes et l'Home Assistance :

- Toute lésion corporelle diagnostiquée par un médecin provenant de l'action violente, non intentionnelle, soudaine et imprévisible d'une cause extérieure.
- Les intoxications alimentaires sont assimilées à des Accidents.

Pour l'assistance aux véhicules et aux passagers :

- Tout dommage provenant d'un événement soudain, imprévu et involontaire ayant pour effet d'immobiliser le Véhicule sur le lieu de l'Accident et de nécessiter un dépannage ou un remorquage dans un garage pour y effectuer des réparations nécessaires.

ASSISTEUR (L). AWP P&C S.A.- Belgian Branch, Rue des Hirondelles 2 – 1000 Bruxelles – Belgique, opérant sous le nom de Mondial Assistance. La société est enregistrée sous le code FSMA n° 2769. Numéro d'entreprise 0837.437.919.

L'Assisteur est la succursale belge de la société AWP P&C S.A., 7, rue Dora Maar, 93400 Saint-Ouen, France, RCS Bobigny : 519 490 080.

BÉNÉFICIAIRES.

- Toute personne physique résidant en Belgique, titulaire d'un contrat d'assurance Automobile auprès de notre compagnie, ci-après le « Bénéficiaire » ;
- son conjoint de droit ou de fait ;
- leurs ascendants vivant habituellement sous leur toit ;
- leurs descendants fiscalement à charge, voyageant ensemble ou séparément, quel que soit le mode de transport utilisé et le motif des déplacements (privés ou professionnels) ;
- les passagers du Véhicule assuré.

CHAUFFEUR. Prestataire de l'Assisteur ayant pour mission de réacheminer le Véhicule.

L'envoi d'un Chauffeur n'est possible que si le Véhicule est en parfait état de marche, répond aux législations nationales et internationales applicables et est en conformité avec les normes du contrôle technique obligatoire.

CREVAISON. Tout échappement d'air (dégonflement) d'un pneumatique rendant impossible son utilisation dans des conditions normales de sécurité et ayant pour effet de provoquer l'immobilisation du Véhicule sur le lieu d'événement.

DOMICILE. Le domicile des personnes assurées et le lieu de stationnement habituel du Véhicule (résidence principale ou secondaire inscrit au contrat d'assurance) situé en Belgique.

ÉPAVE. Véhicule déclaré en perte totale dans l'une des conditions suivantes :

- Le véhicule ne peut plus être réparé, de telle manière qu'il remplisse à nouveau les dispositions obligatoires en matière technique et de sécurité. ;
- Le coût des réparations, majoré de la TVA non récupérable, est égal ou supérieur à la valeur réelle du véhicule au jour du sinistre, majorée de la TVA non récupérable et diminuée de la valeur de l'épave.

ÉTRANGER. Tout pays à l'exception de la Belgique, sous réserve des conditions de validité territoriale précisée à l'article « VALIDITÉ DE LA CONVENTION ».

FRAIS FUNÉRAIRES. Frais de première conservation, de manutention, de mise en bière, d'aménagements spécifiques au Transport, de soins de conservation rendus obligatoires par la législation, de conditionnement et du cercueil du modèle le plus simple, nécessaires au Transport de corps et conformes aux réglementations locales et internationales applicables sur le lieu du décès et le lieu des obsèques.

Sont exclus les frais d'habillement, d'embaumement, de cérémonie, d'inhumation et de crémation.

FRAIS MÉDICAUX. Les honoraires médicaux, les frais de traitement et de séjour en cas d'hospitalisation, les frais de médicaments et les frais de soins dentaires. Ils doivent être la conséquence d'une prescription par un médecin ou un dentiste.

HÉBERGEMENT. Frais d'hôtel (y compris petit déjeuner), **hors frais de restauration, de boisson et de pourboires et dans la limite de 75 euros TTC par nuit et par Bénéficiaire.**

MALADIE. Un trouble de l'état de santé diagnostiqué par un médecin, imputable à une autre cause qu'un Accident.

PANNE. Toute défaillance mécanique, électrique ou électronique de votre véhicule, dont l'origine n'est pas une Crevaison, l'absence ou l'erreur de carburant ou un défaut d'entretien, causant l'immobilisation de votre véhicule sur le lieu de survenance de l'événement ou rendant sa conduite dangereuse au regard des prescriptions du Règlement de la circulation.

PANNE DE CARBURANT. L'absence ou l'erreur de carburant ayant pour effet de provoquer l'immobilisation du Véhicule sur le lieu d'événement.

PASSAGER. Toute personne domiciliée en Belgique ayant pris place à titre gratuit dans le Véhicule lors de la survenance d'un événement garanti. Le nombre de Passagers ayant la qualité de Bénéficiaire est limité au nombre de places indiquées sur le certificat d'immatriculation du Véhicule.

Sont exclus les auto-stoppeurs.

PRESTATAIRE. Prestataire de services professionnel référencé par l'Assisteur.

TRANSPORT. Tout déplacement contractuel organisé par l'Assisteur.

VÉHICULE.

- Le Véhicule de tourisme d'un poids total en charge inférieur à 3 500 kg désigné aux Conditions Particulières du contrat d'assurance.
- Le véhicule en instance de vente tel que défini au Chapitre « LES EXTENSIONS DE GARANTIE » du contrat d'assurance automobile.
- le véhicule de remplacement temporaire tel que défini au Chapitre « LES EXTENSIONS DE GARANTIE » du contrat d'assurance automobile.
- La caravane et / ou la remorque, dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.5 tonnes tractée par le Véhicule.

VÉHICULE DE REMPLACEMENT. Véhicule de location mis à disposition du Bénéficiaire pendant l'immobilisation de son Véhicule, retiré et restitué dans la même agence de location. La location est effectuée dans la limite des disponibilités locales, pour un conducteur remplissant les conditions exigées par les loueurs (âge, ancienneté de permis, dépôt de caution par carte bancaire au nom du conducteur).

TENTATIVE DE VOL / VANDALISME. Toute effraction ou dégradation du Véhicule ayant pour effet d'empêcher une conduite dite « sécurisée » ou d'immobiliser le Véhicule sur le lieu de l'événement et de nécessiter obligatoirement un dépannage sur place ou un remorquage vers un réparateur qualifié, pour y effectuer les réparations requises.

VOL. Soustraction frauduleuse du Véhicule, avec ou sans effraction, avec ou sans agression, à l'insu du Bénéficiaire assuré.

Une déclaration de vol dans les 48 heures à compter du jour où il en a eu connaissance doit être faite par le Bénéficiaire auprès des autorités locales compétentes.

MINI ASSISTANCE

L'ASSISTANCE AU VÉHICULE ET À SES PASSAGERS

1. LE VÉHICULE EST IMMOBILISÉ SUITE À UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION AVEC OU SANS TIERS.

L'Assisteur organise et prend en charge l'intervention d'un dépanneur et si le dépannage sur place n'a pu être effectué, le remorquage depuis le lieu d'immobilisation jusqu'au garage le plus proche du Domicile en Belgique.

Pour l'événement survenu à l'Etranger, en dehors d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge, le remorquage depuis le lieu d'immobilisation jusqu'au garage de la marque du véhicule le plus proche ou jusqu'à un autre garage proche si la marque du véhicule n'est pas représentée dans un rayon de 100 km du lieu de l'immobilisation

Les frais, y compris ceux de levage et grutage, sont pris en charge jusqu'à **200 euros TTC**. Toutefois si votre remorquage est imposé par les autorités compétentes, l'Assisteur vous remboursera à concurrence de maximum **400 euros TTC**.

2. LE VÉHICULE DE REMPLACEMENT (uniquement pour un Accident survenu en Belgique ou dans un rayon de 50 km au-delà de la frontière belge).

Lorsque l'immobilisation du Véhicule est supérieure à **4 heures**, l'Assisteur met à disposition du Bénéficiaire un véhicule de remplacement de catégorie B.

Le durée du prêt ne peut excéder la durée d'immobilisation et est limitée à **cinq jours**.

Le véhicule de remplacement n'est pas acquis si le Véhicule est une remorque ou une caravane.

L'Assisteur doit avoir organisé le remorquage préalable pour bénéficier du véhicule de remplacement.

3. L'IMMOBILISATION À L'ÉTRANGER.

Lorsque que le véhicule doit être immobilisé à l'Etranger, **en dehors d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge, et pour une durée supérieure à 3 jours**, l'Assisteur prend en charge :

- Le rapatriement du véhicule jusqu'au garage désigné par le Bénéficiaire à proximité de son Domicile ou, à défaut de désignation, jusqu'au garage qui en est le plus proche. **Les frais pris en charge par l'Assisteur sont limités à la valeur du Véhicule selon Eurotax.**
- Le rapatriement des Bénéficiaires au Domicile.

MAXI-ASSISTANCE ET MAXI-ASSISTANCE PLUS

Les garanties de la Mini-Assistance et des Maxi-Assistances ne sont pas cumulables.

A. L'ASSISTANCE AU VÉHICULE ET À SES PASSAGERS

1. LE VÉHICULE EST IMMOBILISÉ À LA SUITE D'UNE PANNE, D'UN ACCIDENT, D'UN INCENDIE, D'UNE TENTATIVE DE VOL OU DE VANDALISME

1.1 Le dépannage sur place ou le remorquage.

L'Assisteur organise et prend en charge l'intervention d'un dépanneur et si le dépannage sur place n'a pu être effectué, le remorquage depuis le lieu d'immobilisation jusqu'au garage le plus proche du Domicile en Belgique.

Pour l'événement survenu à l'Étranger, en dehors d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge, le remorquage depuis le lieu d'immobilisation jusqu'au garage de la marque du véhicule le plus proche ou jusqu'à un autre garage proche si la marque du véhicule n'est pas représentée dans un rayon de 100 km du lieu de l'immobilisation.

Les frais, y compris ceux de levage et grutage, sont pris en charge jusqu'à **200 euros TTC**. Toutefois si votre remorquage est imposé par les autorités compétentes, l'Assisteur vous remboursera à concurrence de maximum **400 euros TTC**.

1.2 L'envoi des pièces détachées en cas d'Accident ou de Panne

La garantie intervient pour l'envoi par le moyen de Transport régulier le plus rapide des pièces détachées indispensables à la remise en état de marche du Véhicule du Bénéficiaire et introuvable sur place. Dans ce cas, l'Assisteur avance le prix de ces pièces que le Bénéficiaire s'engage à rembourser dès présentation de la facture par l'Assisteur. La responsabilité de l'Assisteur ne saurait être recherchée en cas d'indisponibilité des pièces détachées en Belgique.

1.3 Le véhicule de Remplacement

Lorsque l'immobilisation du Véhicule est supérieure à **4 heures** ou que celui-ci n'est définitivement pas réparé, l'Assisteur met à disposition du Bénéficiaire un véhicule de remplacement :

- De catégorie B en MAXI-ASSISTANCE
- De catégorie équivalente au Véhicule assuré en MAXI-ASSISTANCE PLUS, selon les disponibilités au moment de l'événement.

La durée du prêt ne peut excéder la durée d'immobilisation et est limitée à :

- Dix jours en MAXI-ASSISTANCE
- Trente jours en MAXI-ASSISTANCE PLUS.

Le véhicule de remplacement n'est pas acquis si le Véhicule est une remorque ou une caravane.

L'Assisteur doit avoir organisé le remorquage préalable (sauf événements sur autoroutes et voies concédées) pour bénéficier du véhicule de remplacement.

La mise à disposition du véhicule de remplacement n'est pas cumulable avec les prestations prévues à l'article 1.5 « L'hébergement ou le transport des Bénéficiaires ». Si ces dernières ont déjà été délivrées, aucun véhicule de remplacement ne sera mis à disposition.

1.4 L'immobilisation à l'Étranger

Lorsque que le véhicule doit être immobilisé à l'Étranger, **en dehors d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge, et pour une durée supérieure à 3 jours**, l'Assisteur prend en charge, au choix du Bénéficiaire :

- soit le rapatriement du véhicule jusqu'au garage désigné par le Bénéficiaire à proximité de son Domicile ou, à défaut de désignation, jusqu'au garage qui en est le plus proche. **Les frais pris en charge par l'Assisteur sont limités à la valeur du Véhicule selon Eurotax.** Dans ce cas l'Assisteur prend également en charge le rapatriement de de la remorque/ caravane qui était attelée au Véhicule au moment de l'immobilisation.
- soit le Transport du Bénéficiaire, ou d'une personne désignée par lui, permettant de récupérer le Véhicule à la fin des réparations. Dans ce cas, l'Assisteur prend également en charge une nuit d'Hébergement et les frais de gardiennage du Véhicule.
- soit l'accomplissement des formalités de l'abandon légal du Véhicule ainsi que les frais de gardiennage avant abandon **dans la limite de 10 jours**. Dans ce cas l'Assisteur prend également en charge le rapatriement de la remorque/caravane qui était attelée au Véhicule au moment de l'immobilisation.

1.5 L'hébergement ou le Transport des Bénéficiaires

Cette prestation ne sera délivrée qu'en l'absence de mise à disposition d'un Véhicule de remplacement.

Si la durée d'immobilisation du Véhicule est supérieure à :

- **4 heures** pour un événement survenu en Belgique et dans un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge ;
- **24 heures** pour un événement survenu à l'Étranger, en dehors d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge ;

l'Assisteur prend en charge le paiement de **75 euros TTC** par Bénéficiaires pour les frais supplémentaires, rendus nécessaires par l'immobilisation, pour un hôtel ou un transport local. En complément, en cas d'immobilisation en dehors des jours ouvrables et en attente du diagnostic de réparation, l'Assisteur prend en charge jusqu'à 3 nuits d'Hébergement par Bénéficiaires.

Lorsque le véhicule est abandonné, réparé sur place ou rapatrié par l'Assisteur selon les conditions de l'article 1.4 « l'immobilisation à l'Étranger », ce dernier prend en charge, au choix du Bénéficiaire :

- soit le rapatriement des Bénéficiaires au Domicile ;
- soit les frais d'Hébergement supplémentaires rendus nécessaires par l'immobilisation dans la limite du montant des frais qui auraient été pris en charge à l'occasion du rapatriement des Bénéficiaires au Domicile.

1.6 Le remorquage ou le rapatriement de la caravane ou de la remorque en cas d'indisponibilité du Véhicule

- Si le Véhicule est inutilisable, l'Assisteur prend en charge le remorquage de la caravane ou de la remorque jusqu'au lieu de stationnement autorisé et réservé à cet effet le plus proche, en attendant que le Véhicule soit réparé.

Les frais de parking de la caravane ou de la remorque restent à la charge du Bénéficiaire.

- Si le Véhicule est irréparable, l'Assisteur organise et prend en charge le retour de la caravane ou de la remorque de ce lieu jusqu'à son Domicile ou à défaut de stationnement jusqu'à un garage qui en est proche.
- Lorsque l'Assisteur ramène le Véhicule, il assure également le retour de la caravane ou de la remorque dans les mêmes conditions.

2 LE VÉHICULE A ÉTÉ VOLÉ

2.1 Le rapatriement du Véhicule retrouvé

Si le Véhicule est retrouvé et en état de marche et que vous n'êtes plus sur place, l'Assisteur organise et prend en charge le Transport du Bénéficiaire ou du conducteur désigné par celui-ci pour se rendre de son Domicile jusqu'au lieu où se trouve le Véhicule et le cas échéant 1 nuit d'Hébergement pour cette personne.

Si le Véhicule est retrouvé mais qu'il n'est pas en état de marche, l'Assisteur applique les prestations prévues à l'article 1.1 « Le Véhicule est immobilisé à la suite d'une Panne, d'un Accident, d'un incendie, d'une Tentative de Vol ou de Vandalisme » et à l'article 1.6 « Le remorquage ou le rapatriement de la caravane ou de la remorque en cas d'indisponibilité du Véhicule ».

2.2 Le véhicule de Remplacement

Si le véhicule n'est pas retrouvé dans les 24 heures, l'Assisteur met à disposition du Bénéficiaire un véhicule de remplacement :

- De catégorie B en MAXI-ASSISTANCE
- De catégorie équivalente au Véhicule assuré en MAXI-ASSISTANCE PLUS, selon les disponibilités au moment de l'événement.

Le durée du prêt ne peut excéder la durée d'immobilisation du Véhicule et est limitée à 30 jours.

Le véhicule de remplacement n'est pas acquis si le Véhicule est une remorque ou une caravane.

La mise à disposition du véhicule de remplacement n'est pas cumulable avec les prestations prévues à l'article 2.3 « Le transport des bénéficiaires ». Si ces dernières ont déjà été délivrées, aucun véhicule de remplacement ne sera mis à disposition.

2.3 Le Transport du Bénéficiaire.

Cette prestation ne sera délivrée qu'en l'absence de mise à disposition d'un Véhicule de remplacement.

Si le Véhicule n'est pas retrouvé à l'expiration de la période de 24 heures suivant la déclaration de Vol, l'Assisteur organise et prend en charge :

- Soit le Transport des Bénéficiaires pour leur permettre de rejoindre leur Domicile.
- Soit le Transport des Bénéficiaires pour leur permettre la poursuite de leur voyage et de revenir ensuite au Domicile. Les frais de Transport pour la continuation du voyage sont limités à **250 euros TTC** par Bénéficiaire et le retour vers le Domicile est organisé et pris en charge par l'Assisteur à partir du pays où le véhicule a été immobilisé ou volé.

2.4 Le remorquage ou le rapatriement de la caravane ou de la remorque en cas de vol du Véhicule tracteur

Si le Véhicule est volé, l'Assisteur organise et prend en charge le retour de la caravane ou de la remorque de ce lieu jusqu'à son Domicile ou à défaut de stationnement jusqu'à un garage qui en est proche.

Lorsque l'Assisteur ramène le Véhicule, il assure également le retour de la caravane ou de la remorque dans les mêmes conditions.

3. LE VÉHICULE EST IMMOBILISÉ À LA SUITE D'UNE CREVAISON

L'Assisteur organise et prend en charge l'intervention d'un dépanneur pour changer la roue crevée dans les conditions prévues à l'article 1.1 « Le dépannage sur place ou le remorquage ». Dans le cas de Véhicules non équipés de roues de secours par le constructeur, l'intervention

de l'Assisteur se limite au remorquage du Véhicule jusqu'au garage le plus proche.

Dans le cas des Véhicules équipés d'une roue de secours défectueuse ou manquante, l'intervention de l'Assisteur se limitera au déplacement du dépanneur.

Toute intervention supplémentaire (fourniture d'une bombe anti-crevaison, frais de réparation du ou des pneus...) reste à la charge du Bénéficiaire.

4. LE VÉHICULE EST IMMOBILISÉ À LA SUITE D'UNE PANNE DE CARBURANT

L'Assisteur organise et prend en charge le remorquage du Véhicule jusqu'au garage le plus proche.

Les frais de réparation et de carburant restent à la charge du Bénéficiaire.

5. LE VÉHICULE EST IMMOBILISÉ SUITE AU BRIS, À LA PERTE, AU VOL OU À L'ENFERMEMENT DANS LE VÉHICULE DES CLÉS OU DE LA CARTE DE DÉMARRAGE

5.1 L'ouverture du Véhicule sur place

Si les clés se trouvent à l'intérieur du Véhicule fermé, sur demande expresse du Bénéficiaire, l'Assisteur organise et prend en charge l'intervention d'un dépanneur pour faire procéder à l'ouverture du Véhicule. Dans ce cas, les dégradations volontaires ou non, effectuées sous la responsabilité du Bénéficiaire restent à sa charge.

Si l'ouverture ne peut avoir lieu sur place, l'Assisteur organise et prend en charge le remorquage du Véhicule jusqu'au garage le plus proche.

OU

5.2 La mise à disposition d'un taxi

L'Assisteur met à la disposition du Bénéficiaire un taxi dans la limite de **75 euros TTC**, pour aller chercher un double des clés. Si la sécurité du Véhicule ne peut pas être garantie dans l'intervalle, l'Assisteur organise et prend en charge le remorquage du Véhicule jusqu'au garage le plus proche, ainsi que les frais de gardiennage **pendant 24 heures maximum**.

Ces deux (2) prestations ne sont pas cumulables. Dans les deux cas, le remorquage ne sera effectué que si le véhicule n'est pas équipé d'un système anti-vol rendant son déplacement impossible.

6. LE VÉHICULE SAISI PAR LES AUTORITÉS

Dans le cadre de la Maxi Assistance Plus, lorsque le Véhicule est saisi par les autorités alors qu'il était stationné sur un emplacement habituellement autorisé, l'Assisteur prend en charge le transport afin de permettre au Bénéficiaire de le récupérer. Cette intervention est limitée à un **déplacement maximum 25 km**.

7. LE RETRAIT TEMPORAIRE ET IMMÉDIAT DU PERMIS DE CONDUIRE

Dans le cadre de la Maxi Assistance Plus, lorsque les autorités compétentes en Belgique procèdent au retrait temporaire et immédiat du permis de conduire du Bénéficiaire :

- suite à un excès de vitesse,
- le non-respect d'un signal routier,
- l'absence de preuve d'assurance,
- un taux d'alcoolémie trop élevé (entre 0.5°/°° et 0.8°/°°),

l'Assisteur organise et prend en charge à concurrence de maximum **75 euros TTC** le

Transport des Passagers vers le Domicile ; pour autant que ces derniers ne soient pas en état d'ivresse ou sous influence de drogues. **Les délits de fuite et le joydriving sont également exclus. Cette intervention est limitée à une fois par an.**

B. L'ASSISTANCE AUX PERSONNES (AVEC OU SANS VÉHICULE)

Les décisions sont prises en considération du seul intérêt médical du Bénéficiaire.

Seuls l'intérêt médical du Bénéficiaire et le respect des règlements sanitaires en vigueur sont pris en considération pour arrêter la décision de Transport, le choix du moyen utilisé pour ce Transport et le choix du lieu d'hospitalisation éventuelle.

Les médecins de l'Assisteur se mettent en rapport avec les structures médicales sur place et, si nécessaire, avec le médecin traitant du Bénéficiaire afin de réunir les informations permettant de prendre les décisions les mieux adaptées.

Le rapatriement est décidé et effectué par un personnel médical titulaire d'un diplôme légalement reconnu dans le pays où il exerce habituellement son activité professionnelle.

Le Transport par avion est subordonné à l'obtention des autorisations accordées par la compagnie aérienne. L'Assisteur ne saurait être tenu responsable d'un retard ou d'un empêchement dans l'exécution des prestations énoncées à l'article 1.1 «Le Transport ou le rapatriement sanitaire» du fait de toute restriction d'une compagnie aérienne.

En raison des risques pouvant mettre en danger la santé des femmes ayant atteint un stade avancé dans leur grossesse, les compagnies aériennes appliquent des restrictions, différentes selon les compagnies, et susceptibles d'être modifiées sans préavis : examen médical au maximum 48 heures avant le départ, certificat médical, accord médical de la compagnie.

Si le Bénéficiaire refuse de suivre les décisions prises par le service médical de l'Assisteur, il décharge l'Assisteur de toute responsabilité relative aux conséquences d'une telle initiative et perd tout droit à prestation.

L'Assisteur ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence ni prendre en charge les frais ainsi engagés.

1. LES BÉNÉFICIAIRES SONT MALADES OU BLESSÉS

1.1 Le Transport ou le rapatriement sanitaire

Si l'état du Bénéficiaire le permet et le justifie, l'Assisteur organise et prend en charge son Transport par le plus approprié des moyens suivants, selon la gravité du cas et sous surveillance médicale si nécessaire, par :

- avion sanitaire spécial ;
 - avion des lignes régulières, train, wagon-lit, bateau, ambulance ;
- jusqu'au Domicile ou service hospitalier le mieux adapté, proche du Domicile.

Pour les pays autres qu'européens ou riverains de la méditerranée (y compris les Canaries), le rapatriement sanitaire ne peut être effectué que par avion des lignes régulières, avec aménagement spécial s'il y a lieu.

1.2 L'accompagnement lors du Transport sanitaire ou du rapatriement

Si le Bénéficiaire est transporté ou rapatrié dans les conditions définies à l'article 1.1 «le transport ou le rapatriement sanitaire» et si son état le justifie, l'Assisteur prend en charge, après avis de son médecin, le voyage d'une personne également Bénéficiaire, se trouvant sur place pour lui permettre de l'accompagner.

1.3 Le rapatriement ou le Transport des autres Bénéficiaires

Si le Bénéficiaire est transporté ou rapatrié dans les conditions définies à l'article 1.1 «le Transport ou le rapatriement sanitaire» et si les autres Bénéficiaires ne peuvent rejoindre le Domicile par les moyens initialement prévus, l'Assisteur organise et prend en charge :

- soit leur rapatriement,
- soit les frais supplémentaires nécessaires à la poursuite du voyage dans la limite du montant des frais qui auraient été pris en charge à l'occasion du rapatriement.

1.4 L'accompagnement des enfants

Il s'agit des enfants, petits-enfants, ci-après les «enfants», fiscalement à charge du Bénéficiaire, âgés de moins de 18 (dix-huit) ans et vivant habituellement sous le toit du Bénéficiaire assuré.

Si le Bénéficiaire est transporté ou rapatrié dans les conditions définies à l'article 1.1 «Le Transport ou le rapatriement sanitaire», s'il se trouve dans l'impossibilité de s'occuper de ses enfants l'accompagnant et si aucune personne sur place n'est en mesure de s'occuper d'eux, l'Assisteur organise et prend en charge le transport aller/retour d'une personne désignée par le Bénéficiaire résidant en Belgique ou à défaut d'une hôtesse, pour raccompagner les enfants pendant leur rapatriement.

L'Assisteur prend en charge au maximum 1 nuit d'hébergement pour la personne désignée.

1.5 La présence auprès du Bénéficiaire hospitalisé

Si le Bénéficiaire est hospitalisé et que son état ne justifie pas ou empêche un rapatriement avant 5 jours, l'Assisteur organise et prend en charge le transport aller/retour d'un membre de sa famille ou d'une personne désignée par le Bénéficiaire résident en Belgique, afin de se rendre auprès de lui. L'Hébergement est également pris en charge avec un maximum de 10 nuits.

1.6 La prise en charge complémentaires des frais médicaux à l'Étranger

Si de tels frais sont engagés à la suite d'un Accident ou d'une Maladie ayant un caractère imprévisible, l'Assisteur les prend en charge, en complément des remboursements obtenus par le Bénéficiaire ou ses ayants droit auprès de la Sécurité sociale et de tout autre organisme de prévoyance ou d'assurance auquel il est affilié.

La prise en charge est de **50 000 euros TTC (250 000 euros TTC pour la Maxi Assistance Plus)** maximum par Bénéficiaire et de **125 euros TTC** maximum par Bénéficiaire pour les frais de soins dentaires.

En cas d'hospitalisation, l'Assisteur peut faire l'avance du montant nécessaire au paiement de ces frais. Le Bénéficiaire ou ses ayants droit s'engagent alors à effectuer toutes les démarches nécessaires pour en obtenir le remboursement auprès des organismes auxquels ils sont affiliés et à reverser immédiatement toute somme perçue à ce titre à l'Assisteur.

L'Assisteur prend également en charge le transport local à l'Étranger vers le médecin le plus proche ou vers l'hôpital le plus proche pour recevoir les premiers soins, à concurrence de **1 000 euros TTC**.

Dans tous les cas, il n'est pas effectué de remboursement de moins de 40 euros TTC par dossier.

1.7 Chauffeur de remplacement

Si le Bénéficiaire se trouve dans l'incapacité de conduire son Véhicule et si ses Passagers ne peuvent le remplacer, l'Assisteur organise et prend en charge le Transport d'une personne désignée par le Bénéficiaire pour aller rechercher le Véhicule et le ramener au Domicile du Bénéficiaire. L'assureur prend également en charge 1 nuit d'Hébergement pour cette personne.

La prestation est rendue exclusivement pour les déplacements effectués dans les pays mentionnés sur la carte verte remise au Bénéficiaire par notre compagnie.

1.8 Mise à dispositions de médicaments et d'équipements médicaux

Si le Bénéficiaire ne dispose plus, suite à un événement imprévisible, des médicaments, prothèses, verres de lunette ou lentilles de contact à l'étranger ou si ces objets ont été volés à l'étranger, l'Assisteur organise leur remplacement et prend en charge leur envoi. Ceci à condition qu'ils soient indispensables, que des alternatives équivalentes ne soient pas disponibles sur place à l'étranger et qu'ils aient été prescrits par un médecin.

Les médicaments et prothèses doivent être reconnus par la Sécurité sociale belge. Néanmoins, vous devez obtenir l'accord préalable du service médical de l'Assisteur et l'intervention peut être refusée si elle est en contradiction avec la législation nationale de chacun des pays en matière d'importation et d'exportation de médicaments.

Vous êtes tenu de rembourser le prix d'achat de ces objets à l'assisteur dans les 3 mois qui suivent le paiement de ce prix d'achat par l'Assisteur. Passé ce délai l'Assisteur sera en droit d'exiger, outre le montant de l'avance consentie, les frais et les intérêts légaux.

1.9 Frais de recherche et de secours et Skipass

L'Assisteur rembourse les frais de fonctionnement d'un service de recherche et de secours à l'occasion d'un accident ou de la disparition du Bénéficiaire. **Ce remboursement est limité à 5 000 euros TTC par Bénéficiaire.**

L'Assisteur rembourse le Skipass du Bénéficiaire à raison des jours non utilisés, à concurrence de **125 euros TTC** dans le cas du rapatriement ou de l'hospitalisation pendant plus de 24 heures suite à une Maladie ou à un accident.

2. EN CAS DE DÉCÈS

2.1 Le rapatriement ou le transport du corps.

- **En Belgique et dans un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge lors d'un déplacement** : L'Assisteur assure le Transport du corps du Bénéficiaire depuis le lieu du décès jusqu'au lieu d'inhumation en Belgique. **Les Frais Funéraires, de cérémonie et d'inhumation ne sont pas pris en charge.**

- **À l'Étranger et en dehors d'un rayon de 50 kilomètres au-delà de la frontière belge lors d'un déplacement** : L'Assisteur assure le Transport du corps du Bénéficiaire depuis le lieu du décès jusqu'au lieu d'inhumation en Belgique et prend en charge **les Frais Funéraires à concurrence de 1 500 euros. Les frais de cérémonie et d'inhumation ne sont pas pris en charge.**

Si le Bénéficiaire est inhumé ou incinéré à l'étranger, l'Assisteur prend en charge :

- Les frais d'enterrement et de crémation à concurrence de **1 500 euros TTC** par Bénéficiaire.
- Le Transport aller/retour d'un membre proche de la famille pour se rendre sur place.

2.2 Le retour des autres Bénéficiaires

L'Assisteur organise et prend en charge le retour des autres Bénéficiaires dans les conditions prévues aux articles 1.3 «le rapatriement ou le Transport des autres Bénéficiaires» et 1.4 «L'accompagnement des enfants».

2.3 Chauffeur de remplacement.

L'Assisteur organise et prend en charge le retour du Véhicule et des Passagers dans les conditions prévues à l'article 1.7 «Chauffeur de remplacement».

3. LE RETOUR PRÉMATURÉ DU BÉNÉFICIAIRE DEPUIS L'ÉTRANGER.

Si le Bénéficiaire doit interrompre son séjour à l'Étranger, en raison du décès, ou de l'hospitalisation si l'état de santé du patient justifie une présence à son chevet, de son conjoint, d'un ascendant ou descendant jusqu'au seconde degré, d'un frère ou d'une sœur, d'un beau-père ou d'une belle-mère, d'un gendre ou d'une belle-fille, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur, l'Assisteur met à sa disposition et prend en charge son Transport :

- pour rejoindre, depuis le lieu du séjour, son Domicile ou le lieu d'inhumation en Belgique ;
- et pour revenir sur son lieu de séjour si cela s'avère indispensable pour permettre le retour du Véhicule ou des autres personnes Bénéficiaires par les moyens initialement prévus. Ce retour doit intervenir dans les 8 jours qui suivent le Transport initial.

Si le Bénéficiaire doit interrompre son séjour à l'Étranger, en raison d'une hospitalisation de son enfant de moins de 16 ans, que le médecin traitant prévoit supérieure à 48 heures, l'Assisteur prend en charge le Transport pour rejoindre son Domicile.

4. L'ASSISTANCE JURIDIQUE À L'ÉTRANGER

4.1 Le paiement d'honoraires

L'Assisteur prend en charge à concurrence de **250 euros TTC** les honoraires des représentants judiciaires auxquels le Bénéficiaire pourrait faire appel afin de préserver ses intérêts en cas de dommages matériels au Véhicule à la suite d'un accident de la circulation avec ce Véhicule survenu à l'Étranger.

Si le Bénéficiaire fait l'objet de poursuites judiciaires à l'étranger suite à un accident de la circulation avec le Véhicule, l'Assisteur prend en charge à concurrence de **1 250 euros TTC** les honoraires de son avocat étranger.

4.2 L'avance de la caution pénale

Si le Bénéficiaire est astreint par les autorités au versement d'une caution pénale suite à des poursuites judiciaires consécutives à un accident de la circulation avec le Véhicule, l'Assisteur en fait l'avance à concurrence de **12 500 euros TTC**.

Le Bénéficiaire s'engage à restituer à l'Assisteur cette avance dans un délai d'un mois suivant la présentation de la demande de remboursement.

Si la caution pénale est remboursée avant ce délai par les autorités du pays, elle devra être aussitôt restituée à l'Assisteur.

5. PERTE OU VOL DES BAGAGES OU DOCUMENTS À L'ÉTRANGER

5.1 Bagages

Si le Bénéficiaire perd ses bagages à l'Étranger ou s'ils ont été volés ou détruits à l'Étranger, l'Assisteur organise et prend en charge l'envoi d'une valise d'effets personnels. Ceux-ci doivent être délivrés à l'Assisteur par une personne désignée par le Bénéficiaire.

5.2 Tickets de transport

Si le Bénéficiaire perd ses tickets de transport à l'Étranger ou s'ils ont été volés à l'Étranger, l'Assisteur organise votre rapatriement moyennant paiement préalable à l'Assisteur par le Bénéficiaire ou par une personne désignée par vous des frais des tickets de transport.

5.3 Documents d'identité

Si le Bénéficiaire perd ses documents d'identité (carte d'identité, passeport, permis de conduire, certificat d'immatriculation ou visa) à l'étranger ou si ces documents ont été volés à l'étranger, l'Assisteur l'aide à remplir toutes les formalités requises à l'Étranger, telles que la déclaration auprès des instances compétentes, à la police, à l'ambassade, au consulat, etc.

6. Aide psychologique

L'Assisteur organise et prend en charge l'aide psychologique éventuellement requise pour un Bénéficiaire à l'occasion d'un traumatisme psychologique vécu pendant un événement assuré si cette aide a été prescrite par un médecin.

Cette aide est en tout cas limitée à cinq séances auprès d'un psychologue agréé ou un psychothérapeute agréé en Belgique.

Si le Bénéficiaire se trouve à l'Étranger au moment où la nécessité d'une aide psychologique se fait sentir et qu'elle est immédiatement requise, elle sera apportée par téléphone.

Le traumatisme psychique doit trouver son origine dans un événement capable de faire une impression particulièrement forte sur une personne normale et psychologiquement saine.

C. HOME ASSISTANCE

1. SERVICE D'INFORMATION

L'Assisteur communique au Bénéficiaire l'adresse et le numéro de téléphone des services médicaux suivants en Belgique :

- hôpitaux et cliniques,
- services ambulanciers près de chez vous,
- organismes de soins à domicile,
- loueurs d'équipements médicaux,
- centres de cure,
- centres de révalidation,
- pharmaciens et médecins de garde,
- maisons de retraite près de chez vous.

L'Assisteur peut aider le Bénéficiaire à préparer son voyage en communiquant des informations concernant :

- les mesures sanitaires et médicales préventives,
- les vaccinations obligatoires et conseillées,
- les formalités administratives pour les voyageurs, les véhicules et les animaux domestiques,
- les adresses des consulats et des offices de tourisme étrangers en Belgique et des consulats belges à l'étranger.

L'Assisteur communique également l'adresse et le numéro de téléphone :

- des services publics concernés pour tout problème lié au Domicile,
- des services de dépannage ou de réparation disponibles 24 heures sur 24 dans les domaines suivants : plomberie, menuiserie, électricité, réparation de téléviseurs, serrurerie, vitrerie,
- de compagnies aériennes, de taxis, de courrier express, de concessionnaires de véhicules,
- des musées, expositions, foires et salons, salles de spectacles, hôtels et restaurants.

Ce service d'information est opérationnel 24 heures sur 24.

Ces informations sont uniquement demandées et communiquées par téléphone.

2. ASSISTANCE MÉDICALE

Si le Bénéficiaire est hospitalisé d'urgence suite à un accident, survenu au Domicile, et après réception des premiers soins d'urgence, l'Assisteur :

- organise l' admission à l'hôpital, à savoir la réservation d'un lit.
- organise et prend en charge le Transport en ambulance vers l'hôpital le plus proche.
- organise une aide ménagère si l'admission à l'hôpital en Belgique se prolonge au-delà de 2 nuits :
 - soit le voyage aller/retour au Domicile du Bénéficiaire d'une personne de son choix séjournant en Belgique
 - soit les premiers frais d'une aide ménagère au Domicile, à concurrence de **20 euros TTC** par jour pendant 8 jours maximum.

Lorsque le Bénéficiaire a des enfants de moins de 18 ans, l'Assisteur organise et prend en charge :

- l'indemnisation des frais d'une aide familiale à concurrence de **75 euros TTC** par jour pendant 2 jours maximum si l'admission à l'hôpital se prolonge au-delà de 2 nuits.
- l'indemnisation des frais d'une baby-sitter à concurrence de **75 euros TTC** par jour pendant 2 jours maximum si l'admission à l'hôpital se prolonge au-delà de 2 nuits.

Les prestations ne sont dues qu'à condition que l'hospitalisation ait été prescrite par un médecin.

3. DOMMAGE MATÉRIEL AU DOMICILE

Si le Domicile a subi des dommages matériels importants tels que les Bénéficiaires ne peuvent plus y demeurer en sécurité et si ces dommages revêtent un caractère soudain, l'Assisteur garantit :

- La réservation et l'indemnisation de deux nuits d'Hébergement pour les Bénéficiaires.
- L'organisation et l'indemnisation de la surveillance du Domicile par une entreprise spécialisée **pendant une durée maximale de 72 heures** si les objets abandonnés au Domicile doivent être protégés contre le vol.
- L'indemnisation des frais locatifs d'un véhicule utilitaire à concurrence de **250 euros TTC**, permettant de déménager les objets abandonnés au Domicile.
- L'indemnisation du déménagement des meubles abandonnés au Domicile vers le nouveau lieu de séjour en Belgique si le Domicile est toujours inhabitable après 30 jours, à concurrence de **250 euros TTC**. **Ce déménagement doit être effectué dans les 60 jours qui suivent le sinistre.**

Si le Bénéficiaire est à l'Étranger et à condition que les dommages soient importants, présentent un caractère soudain et imprévisibles, et requièrent absolument sa présence immédiate, l'Assisteur organise et prend en charge le Transport d'un Bénéficiaire vers sa seconde résidence ou ses locaux professionnels.

4. CLÉS

Si le Bénéficiaire perd les clés de son Domicile, qu'elles ont été volées ou que les serrures ont été endommagées à la suite d'une tentative d'effraction rendant l'accès à son habitation impossible, l'Assisteur prend en charge les frais de déplacement et de dépannage d'un serrurier à concurrence de **250 euros TTC** et ce une fois par année d'assurance.

D. SERVICES COMPLÉMENTAIRES

1. TRANSFERT D'ARGENT

Dans le cadre d'une assistance assurée par la présente convention à l'étranger, l'Assisteur peut mettre de l'argent à disposition du Bénéficiaire à concurrence de **2 500 euros TTC**, à condition que l'équivalent en ait été payé préalablement à l'Assisteur.

2. BIENS ABANDONNÉS À L'ÉTRANGER

Dans le cas d'un Transport assuré par le présent contrat et si aucun compagnon de voyage ne peut ramener ces biens, l'Assisteur organise et indemnise le transport des bagages et de la bicyclette du Bénéficiaire **à concurrence de maximum 200 euros TTC par événement**.

3. LES ANIMAUX DOMESTIQUES

Dans le cas d'un Transport assuré par le présent contrat et si aucun compagnon de voyage ne peut ramener les animaux, l'Assisteur organise et prend en charge le Transport de son animal domestique qui l'accompagne **à concurrence de maximum 200 euros TTC par événement**. Les frais de quarantaine et/ou de vétérinaire pour ce transport restent à la charge du Bénéficiaire.

Si l'animal domestique qui accompagne le Bénéficiaire à l'étranger a été atteint par une maladie ou victime d'un accident, l'Assisteur prend en charge les frais d'un vétérinaire à concurrence de **75 euros TTC**.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les prestations de la convention d'assistance sont assurées par AWP P&C S.A.- Belgian Branch, Rue des Hirondelles 2 – 1000 Bruxelles – Belgique, opérant sous le nom de Mondial Assistance. La société est enregistrée sous le code FSMA n° 2769. Numéro d'entreprise 0837.437.919.

L'assisteur est la succursale belge de la société AWP P&C S.A., 7, rue Dora Maar, 93400 Saint-Ouen, France, RCS Bobigny : 519 490 080.

Pour ces interventions, vous devez le contacter au numéro suivant : +32 (0)2.773.61.05 (accessible 24h/24h et 7j/7j)

Pour avoir droit aux interventions prévues par la convention d'assistance, vous devez appeler au moment où les événements se produisent. Mondial Assistance ne prend jamais en charge les frais d'interventions qu'il n'a pas organisées ou préalablement approuvées à moins que vous ayez été dans l'impossibilité de le contacter.

L'Assisteur ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités locales et ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence. Le Bénéficiaire ou ses proches doivent, en cas d'urgence, prendre contact directement et en priorité avec les services locaux de secours d'urgence.

L'Assisteur ne sera pas tenu responsable de manquements ou contretemps à l'exécution de ses obligations qui résulteraient de cas de force majeure ou d'événements tels que guerre civile ou étrangère, révolutions, mouvements populaires, émeutes, grèves, saisies contraintes par la force publique, interdictions officielles, pirateries, explosions d'engins, effets nucléaires ou radioactifs, empêchements climatiques graves et les événements imprévisibles d'origine naturelle.

Il s'efforcera néanmoins de tout mettre en œuvre pour venir en aide au Bénéficiaire.

L'Assisteur se réserve le droit de demander, préalablement à la mise en œuvre des prestations, tous actes, pièces, factures, etc., de nature à établir la matérialité de l'événement ouvrant droit au bénéfice des prestations de la Convention.

L'organisation par le Bénéficiaire ou par son entourage de l'une des assistances énoncées dans la présente convention ne peut donner lieu à remboursement que si l'Assisteur a été prévenu et a donné son accord exprès.

Dans ce cas, les frais exposés seront remboursés sur présentation des justificatifs originaux, dans la limite de ceux que l'Assisteur aurait engagés pour organiser le service.

A. CONDITIONS APPLICABLES AUX INTERVENTIONS LIÉES AU VÉHICULE

L'Assisteur peut être amené à demander au Bénéficiaire de présenter la photocopie de la facture de réparation justifiant du temps d'immobilisation et de main d'œuvre sur le Véhicule ou, en cas de Vol du Véhicule, la déclaration de Vol faite auprès des autorités compétentes.

La responsabilité de l'Assisteur ne saurait être engagée en cas de détérioration ou Vol d'objets personnels, de marchandises ou d'accessoires commis sur ou dans le Véhicule, que ce dernier soit immobilisé ou en cours de remorquage, de Transport, retour ou rapatriement, ou convoi.

L'envoi d'un Chauffeur pour un Véhicule n'est pas effectué si le Véhicule n'est pas en parfait état de marche et en règle vis à vis du Code de la route (pneus, freins, amortisseurs, éclairage...) ou s'il présente des anomalies mécaniques (bruit anormal de moteur ou de transmission, consommation élevée d'huile...). Ces anomalies doivent être obligatoirement signalées lors de l'appel d'assistance. L'Assisteur se réserve le droit de ne pas fournir la prestation, à moins que le Bénéficiaire ne fasse effectuer sur place les réparations nécessaires.

En aucun cas, l'Assisteur ne prend en charge les frais de fournitures, de péages ou de réparation, de défaut d'entretien du Véhicule.

Si l'Assisteur organise un rapatriement du Véhicule, les frais à sa charge ne peuvent dépasser le montant de la valeur résiduelle du Véhicule au moment de l'appel ou, en cas de Vol, au moment où le Véhicule est retrouvé.

B. CONDITIONS APPLICABLES AUX VÉHICULES DE LOCATION ET DE REMPLACEMENT

La location d'un Véhicule organisée par l'Assisteur ne pourra être assurée que dans la limite des disponibilités locales et dans la mesure où le conducteur remplit les conditions exigées par les loueurs (âge, ancienneté de permis, dépôt de caution par carte bancaire...).

Le véhicule de location est assuré en :

- Dégâts Matériels, Vandalisme et Bris de Vitres,
- Vol, Tentative de Vol, si le Bénéficiaire a contracté la garantie auprès du loueur, avec application de la franchise imposée par le loueur courte durée.

Les assurances individuelles ou personnelles (dommages corporels du conducteur...) et l'incendie du véhicule sont exclus, ainsi que l'assurance des effets personnels et des marchandises transportées. Les frais de carburants et l'éventuel rachat de franchise sont à la charge du Bénéficiaire.

C. CHOIX DES MOYENS UTILISÉS DANS L'EXÉCUTION DES ENGAGEMENTS

Les prestations fournies et/ou le paiement des montants prévus en exécution de la présente convention ne peuvent jamais constituer une source d'enrichissement pour le Bénéficiaire.

Sauf contre-indication médicale, les titres de Transport garantis sont des billets de chemin de fer 1^{re} classe ou d'avion classe économique. Si la distance à parcourir est inférieure à 1 000 km, des billets de chemin de fer 1^{re} classe sont délivrés.

C'est l'Assisteur qui choisit les moyens les plus adéquats. A cet égard, l'Assisteur tient compte du moyen de transport et des frais qui étaient prévus à l'origine et donne priorité à ces moyens s'ils peuvent encore être utilisés. L'Assisteur devient alors propriétaire des billets initiaux. Le Bénéficiaire s'engage à les restituer à l'Assisteur ou à lui rembourser le montant dont il a pu obtenir le remboursement auprès de l'organisme émetteur de ces titres de Transport. Lorsque le Bénéficiaire ne détenait pas initialement de billet retour, l'Assisteur lui demande le remboursement des frais qu'il aurait exposés, en tout état de cause, pour son retour, sur la base de billets de train 1^{re} classe et/ou d'avion en classe économique, à la période de son retour anticipé, avec la compagnie qui l'avait acheminé à l'aller.

D. MONTANTS ASSURABLES MAXIMAUX

Quel que soit le nombre de contrats conclus auprès de l'Assisteur, les montants assurables maximaux sont les montants mentionnés dans la présente convention.

La prise en charge par l'Assisteur des montants susmentionnés est de nature complémentaire. Cela signifie que l'Assisteur n'assume que le solde de ces frais qui restent à charge de l'assuré ou de son débiteur, après l'intervention de la Sécurité sociale (assurance obligatoire et/ou complémentaire).

En cas de refus d'une de ces institutions, une attestation justifiée doit être soumise à l'Assisteur, ainsi que les originaux des notes et factures refusées.

E. SUBROGATION

L'Assisteur est subrogé à concurrence des indemnités payées dans vos droits et vos créances contre des tiers. Si, par votre fait, la subrogation ne peut pas produire ses effets, l'Assisteur peut vous réclamer la restitution des indemnités payées dans la mesure du préjudice que l'Assisteur a subi.

F. PRESCRIPTION

Toute créance découlant de la présente convention est prescrite après trois ans à compter de la date de l'événement qui fait naître la créance.

G. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Vous autorisez l'Assisteur à traiter les données à caractère personnel afin d'assurer la gestion du présent contrat et d'éventuels dossiers sinistres.

Vous donnez votre consentement spécial pour le traitement des données médicales, sensibles ou juridiques vous concernant.

La loi du 08 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée vous donne un droit d'accès et de rectification de ces données auprès du maître du fichier. Vous avez aussi la possibilité d'obtenir des informations complémentaires auprès du registre public de la commission pour la protection de la vie privée.

En outre, vous donnez à votre médecin l'accord de transmettre, en cas de décès, un certificat établissant la cause du décès au médecin-conseil de l'Assisteur (loi du 04 avril 2014).

H. SERVICE QUALITÉ

Toute félicitation ou toute plainte concernant les services de l'Assisteur peut être adressée :

- par courrier à l'attention du service qualité,
- par fax : +32-2-290 65 26,
- par e-mail : quality@mondial-assistance.be.

I. VOS OBLIGATIONS

1. LA COMMUNICATION D'UN SINISTRE

En cas de sinistre, contacter dans les plus brefs délais – après avoir reçu les premiers soins d'urgence – l'Assisteur et se conformer à ses instructions : téléphoner au numéro +32 (0)2.773.61.05 ou par fax au numéro +32 2 290 61 01.

2. LA FOURNITURE DE RENSEIGNEMENTS UTILES

Sans attendre, et dans tous les cas dans un délai de 30 jours, fournir tous les renseignements utiles à l'Assisteur et répondre aux questions qui vous sont posées afin d'être en mesure de déterminer les circonstances et l'ampleur des dommages.

Lors de votre appel, vous devrez notamment préciser :

- le numéro de votre police,
- votre nom et votre adresse en Belgique,
- votre numéro de téléphone où vous joindre,
- les circonstances du sinistre et tous renseignements utiles pour vous venir en aide,
- la marque et le numéro d'immatriculation du véhicule assuré si celui-ci est impliqué dans la demande d'assistance.

3. PRÉVENTION DES SINISTRES

Prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter un sinistre. Ensuite, prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les conséquences négatives d'un sinistre.

4. AUTRES ASSURANCES

4.1 Si vous bénéficiez d'autres assurances couvrant le même risque, communiquer à l'Assisteur les garanties et l'identité de ces assureurs.

4.2 Tant en Belgique que pendant votre séjour à l'étranger, prendre les mesures nécessaires pour pouvoir obtenir le remboursement de vos frais auprès de la Sécurité sociale et de tout autre organisme d'assurance et rembourser ces frais à l'Assisteur s'il les a avancés.

5. EN CAS DE LÉSION PHYSIQUE

Faire constater par un médecin la Maladie, ou la blessure en cas d'Accident.

Ensuite, prendre les mesures nécessaires pour fournir à l'Assisteur les informations médicales concernant l'assuré en question.

En outre, permettre aux médecins de l'Assisteur d'avoir accès aux informations médicales concernant l'assuré en question.

Enfin, permettre au médecin désigné par l'Assisteur d'examiner l'assuré en question.

6. LA PREUVE DES DOMMAGES MATÉRIELS

En cas de Tentative de vol, de Vol ou d'acte de Vandalisme, faire dresser immédiatement un procès-verbal par les autorités judiciaires les plus proches du lieu où les faits se sont produits ou ont été constatés par vous.

Ensuite, tant lors de la livraison que de l'enlèvement de votre véhicule, toujours faire dresser un rapport détaillé concernant l'état de votre véhicule si l'Assisteur transporte ou rapatrie votre véhicule pour éviter toute contestation ultérieure.

7. RAPPORT EN CAS DE VOL OU DOMMAGE

En cas de vol ou dommage total ou partiel, vous devez faire dresser sur-le-champ un rapport par les instances compétentes ou le responsable et en envoyer la preuve à l'Assisteur.

8. SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS OBLIGATIONS

Si vous ne respectez pas l'une de vos obligations et s'il existe un lien avec le sinistre, vous perdez vos droits à l'assistance.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 1., 2., 3. et 4.2., l'Assisteur n'est autorisé à réduire ses prestations que du préjudice subi par lui. Le non-respect de vos obligations à des fins frauduleuses, l'omission ou l'inexactitude intentionnelle dans une déclaration entraîne systématiquement la perte de l'ensemble de vos droits à l'assistance.

J. EXCLUSIONS GÉNÉRALES

Sont exclus :

- Les conséquences de l'usage de médicaments, drogues, stupéfiants et produits assimilés non ordonnés médicalement et de l'usage abusif d'alcool.
- Les conséquences des actes intentionnels et/ou dolosifs du Bénéficiaire et ceux résultant de sa participation à un crime, à un délit ou une rixe, sauf le cas de légitime défense.
- Les conséquences de tentative de suicide.
- Les conséquences :
 - des situations à risques infectieux en contexte épidémique,
 - de l'exposition à des agents biologiques infectants,
 - de l'exposition à des agents chimiques type gaz de combat,
 - de l'exposition à des agents incapacitants,
 - de l'exposition à des agents neurotoxiques ou à effets neurotoxiques rémanents, qui font l'objet d'une mise en quarantaine ou de mesures préventives ou de surveillances spécifiques ou de recommandations de la part des autorités sanitaires internationales ou des autorités sanitaires locales du pays où le Bénéficiaire séjourne ou des autorités sanitaires nationales du pays de destination du rapatriement ou du Transport sanitaire.
- Les événements survenus lors de la participation du Bénéficiaire en tant que concurrent à des compétitions sportives, paris, matchs, concours, rallyes ou à leurs essais préparatoires sont exclus, ainsi que l'organisation et la prise en charge de tous frais de recherche.
- Les conséquences d'une inobservation volontaire de la réglementation des pays visités ou de la pratique d'activités non autorisées par les autorités locales.
- Les conséquences d'explosion d'engins et d'effets nucléaires ou radioactifs.

- Les conséquences de guerre civile ou étrangère, émeutes, grèves, pirateries, interdictions officielles, saisies ou contraintes par la force publique.
- Les conséquences d'une catastrophe naturelle.
- Les frais de restaurant et de boissons.

K. EXCLUSIONS APPLICABLES AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE AUX PERSONNES

- Les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation :
 - consécutif à un Accident ou une Maladie en cours de traitement et non encore consolidées avant le déplacement,
 - occasionnés par le diagnostic ou le traitement d'un état pathologique, physiologique ou psychique déjà connu avant la souscription de la garantie, à moins d'une complication nette et imprévisible,
 - à une rechute de maladie constituée avant le déplacement et comportant un risque d'aggravation brutale.
- Les indemnités de quelque nature qu'elles soient.
- Les frais de cure thermale, d'héliothérapie, d'amaigrissement, de rajeunissement et de toute cure de « confort ou de traitement esthétique », les frais de kinésithérapie, de séjour en maison de repos et de rééducation.
- Les frais résultant de soins ou traitements ne résultant pas d'une urgence médicale.
- Les maladies mentales ayant déjà fait l'objet d'un traitement.
- Les frais de diagnostic et de traitement non reconnus par l'I.N.A.M.I.
- Les frais de diagnostic et de traitement médicaux ordonnés en Belgique.
- Les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers résultant de soins reçus en Belgique, qu'ils soient ou non consécutifs à une maladie ou à un accident survenu à l'étranger.
- les frais d'optique quels qu'ils soient.
- les appareillages médicaux et prothèses.
- les états de grossesse à moins d'une complication nette et imprévisible avant 28 semaines, les accouchements, les interruptions volontaires de grossesse.
- les épidémies et la quarantaine.

L. EXCLUSIONS APPLICABLES AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE AUX VÉHICULES

- L'envoi de pièces détachées non disponibles en Belgique chez les grossistes et les concessionnaires de la marque installés en Belgique ou bien en cas d'abandon de fabrication par le constructeur.
- Les conséquences d'une Panne mécanique affectant un véhicule dont le défaut d'entretien est manifeste ou qui est atteint d'une défaillance mécanique connue au moment du départ.
- Les véhicules embourbés.
- Le prix des pièces de rechange, les frais d'entretien du véhicule, les frais de réparation quels qu'ils soient.
- Les frais de diagnostic du garagiste et de démontage.
- Les dossiers, au-delà du troisième, survenus au cours d'une même année de garantie.

INFORMATIONS LÉGALES

A. DROIT APPLICABLE

Le droit belge est applicable au contrat d'assurance.

B. COMPÉTENCE DE JURIDICTION

Tout litige relatif à la formation, à la validité, à l'exécution, à l'interprétation ou à la résiliation du présent contrat est de la compétence exclusive des cours et tribunaux belges.

C. AUTORITÉ DE CONTRÔLE

Partners Assurances S.A. est soumis à la surveillance de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA, rue du Congrès 12-14, 1000 Bruxelles, www.fsma.be) et de la BNB (Banque Nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont 14 à 1000 Bruxelles, www.nbb.be).

D. COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS

Les communications et notifications qui nous sont destinées doivent être faites à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières.

Les communications et notifications au preneur d'assurance doivent être faites à la dernière adresse connue de nous.

Les communications et notification électroniques, relatives à la conclusion à distance du contrat d'assurance via le site internet, sont régies par les Conditions Générales d'utilisation du site.

E. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

En souscrivant au contrat, y compris via notre site internet, vous consentez au traitement des données à caractère personnel recueillies dans le cadre de notre relation. Ces données pourront être utilisées principalement pour les finalités suivantes : gestion de la relation, prospection, animations commerciales, études statistiques, prévention des abus et de la fraude et obligations légales.

Pour les mêmes finalités que celles énoncées ci-dessus, ces informations pourront être utilisées par les entités de notre groupe et pourront, le cas échéant, être transmises à nos partenaires, mandataires, réassureurs, coassureurs, organismes professionnels, sous-traitants missionnés ainsi qu'au GIE Datassur (Square de Meeûs, 29 à 1000 Bruxelles).

Le défaut de communiquer les données requises peut entraîner, selon le cas, l'impossibilité pour nous ou notre refus d'engager une relation commerciale, de poursuivre une telle relation ou d'exécuter une opération que la personne concernée aurait sollicitée.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de mise à jour et d'opposition, notamment pour une utilisation à des fins de prospection commerciale, aux informations vous concernant.

Vous pouvez exercer ces droits en adressant une demande écrite signée et datée à la S.A. Partners Assurances, Secrétariat général, Avenue Gustave Demey 66 à 1160 Auderghem, ou par mail à relations@partners.be, en y joignant une photocopie de votre carte d'identité. Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès de la Commission de la protection de la vie privée, rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles.

F. SERVICE DES PLAINTES

Nous cherchons toujours à apporter le meilleur service possible à nos assurés. Si toutefois vous souhaitez nous soumettre un éventuel mécontentement, vous avez la possibilité de nous en faire part.

Le plaignant est toute personne qui introduit une plainte, qu'il s'agisse d'un prospect à l'assurance, d'un preneur d'assurance, d'un assuré, d'un bénéficiaire ou d'un tiers lésé.

Vous pouvez contacter votre conseiller dans votre agence habituelle pour toute question relevant de vos contrats et notre service « Constatel » pour toute question relevant de la gestion d'un sinistre. Si vous préférez vous pouvez aussi nous contacter soit par mail : Complaints@Partners.be, soit par courrier postal : Service des réclamations, Partners Assurances, Avenue Gustave Demey, 66 à 1160 Auderghem.

Une personne dédiée à la gestion des plaintes analysera votre dossier rapidement et en toute objectivité. Il s'engage à vous répondre définitivement dans les meilleurs délais. En effet, nous vous garantissons une réponse dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de votre plainte. Si une réponse définitive ne peut vous être donnée dans ce délai, nous vous en informons par courrier circonstancié.

Vous pouvez vous adresser au service de l'ombudsman des assurances si vous continuez à manifester votre désaccord après notre réponse définitive. Ce service de médiation examine les litiges en assurances entre un consommateur et une entreprise d'assurance. Vous pouvez contacter l'Ombudsman des Assurances soit par courrier postal : Service Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles, soit par le site internet : <http://www.ombudsman.as>, sans préjudice de la possibilité pour le preneur d'assurance d'intenter une action en justice. Pour l'interprétation et l'application de vos garanties, il y a lieu de se référer aux définitions suivantes qui s'appliquent tant aux Conditions Générales qu'aux Conditions Particulières de votre contrat.

DÉFINITIONS

Accident : tout événement soudain, involontaire et imprévisible pouvant être la cause de dommages.

Accident de la circulation : accident qui a lieu dans la « circulation » et qui présente donc un lien avec un risque de circulation.

Certificat d'assurance / « carte verte » : le document tel que visé à l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

Conducteur autorisé : toute personne autre que le(s) conducteur(s) nommé(s) aux Conditions Particulières ayant la conduite exceptionnelle du véhicule avec votre autorisation ou celle d'un conducteur désigné.

Dispositions réglementaires : les lois belges, particulièrement la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, l'Arrêté Royal du 14 décembre 1992 relatif au contrat-type d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et l'Arrêté Royal du 12 octobre 1990 relatif à l'assurance Protection Juridique.

Dommages corporels : toute atteinte à une personne physique par blessure ou décès.

Dommages matériels : les dégâts causés aux choses, animaux ou immeubles ou leur destruction.

Élément (du véhicule) : ensemble des pièces constituant le véhicule assuré à sa sortie d'usine, y compris les options figurant et/ou choisies au catalogue du constructeur, ainsi que tout système de protection antivol et les équipements légalement obligatoires. Sont exclus les aménagements et transformations du véhicule.

Franchise : somme restant à votre charge en cas de sinistre. Elle est déduite du montant de votre indemnisation ou vous est réclamée si nous avons indemnisé un tiers.

Les montants des franchises sont indiqués aux Conditions Particulières. Plusieurs franchises peuvent se cumuler.

Fraude à l'assurance : le fait d'induire en erreur une entreprise d'assurance lors de la conclusion d'un contrat ou pendant la durée de celui-ci, ou lors de la déclaration ou du traitement d'un sinistre, et ce dans le but d'obtenir une couverture d'assurance ou une prestation d'assurance.

Nous/notre/nos/la compagnie : l'entreprise d'assurances avec laquelle le contrat est conclu, c'est-à-dire la S.A. PARTNERS ASSURANCES, Avenue Gustave Demey 66 à 1160 Bruxelles, TVA BE 0428.438.211 RPM Bruxelles, IBAN: BE43 3101 9596 0601, BIC : BBRUBRBB ; entreprise d'assurance agréée pour pratiquer les branches 1a, 2, 3, 8, 9, 10a, 13, 16 et 17 sous le numéro de code 0964.

Personne lésée : personne qui a subi un dommage donnant lieu à l'application de la garantie de la responsabilité civile et ses ayants droits.

Perte totale : elle est caractérisée si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- le véhicule ne peut plus être réparé, de telle manière qu'il remplisse à nouveau les dispositions obligatoires en matière technique et de sécurité ;
- le coût des réparations, majoré de la TVA non récupérable, est égal ou supérieur à la valeur réelle du véhicule au jour du sinistre, majorée de la TVA non récupérable et diminuée de la valeur de l'épave.

Sinistre : tout fait ayant causé un dommage pouvant donner lieu à l'application du contrat.

Usager faible : toute victime qui peut se prévaloir de l'application en sa faveur de l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

Valeur catalogue : valeur catalogue officielle du véhicule désigné lors de sa première mise en circulation, le tout exprimé hors TVA et remise(s) non déduite(s).

Valeur de remplacement : valeur réelle du véhicule au moment du sinistre. Cette valeur est fixée à dire d'expert.

Véhicule automoteur : véhicule destiné à circuler sur le sol et qui peut être actionné par une force mécanique sans être lié à une voie ferrée ; tout ce qui est attelé au véhicule est considéré comme en faisant partie.

Vétusté : dépréciation résultant des effets de l'utilisation et de l'âge. La dépréciation est calculée à partir de la date figurant sur la facture d'achat de l'équipement, à défaut de la date de la première mise en circulation du véhicule.

Pour les équipements audiovisuels et électroniques, nous appliquons une vétusté forfaitaire selon le tableau de dépréciation ci-dessous.

Age en mois révolus	Vétusté	Age en mois révolus	Vétusté	Age en mois révolus	Vétusté
0	5 %	17	32 %	34	54 %
1	7 %	18	34 %	35	55 %
2	9 %	19	35 %	36	56 %
3	11 %	20	36 %	37	57 %
4	13 %	21	37 %	38	58 %
5	15 %	22	39 %	39	59 %
6	17 %	23	40 %	40	60 %

Age en mois révolus	Vétusté	Age en mois révolus	Vétusté	Age en mois révolus	Vétusté
7	19 %	24	41 %	41	60 %
8	20 %	25	43 %	42	61 %
9	22 %	26	44 %	43	62 %
10	23 %	27	45 %	44	63 %
11	25 %	28	46 %	45	63 %
12	26 %	29	47 %	46	64 %
13	27 %	30	49 %	47	64 %
14	29 %	31	50 %	48 et plus	65 %
15	30 %	32	51 %		
16	31 %	33	52 %		

Vous/votre/vos : le preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne physique qui conclut le contrat avec la compagnie et, par extension, toute autre personne qui revêt la qualité d'assuré.

Blank lined writing area consisting of multiple horizontal lines.